



Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N° 141 - Statistiques au 31/12/2009

Polynésie française

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



N° 141 – Statistiques au 31/12/2009

*Synthèse
de la conjoncture en
Polynésie française*

1 - Conjoncture internationale et nationale du 4e trimestre 2009

Des signes de consolidation du retour à la croissance

Au quatrième trimestre, l'économie mondiale a poursuivi son retour à la croissance. La production mondiale a continué de progresser et les échanges extérieurs se sont accrus. La hausse des prix a retrouvé un rythme positif à l'échelle mondiale, en liaison avec la progression des prix des matières premières sur l'année 2009.

L'économie américaine a continué de se redresser au quatrième trimestre avec une croissance de son PIB de +5,7 % en rythme annualisé¹ au quatrième trimestre, après +2,2 % au troisième trimestre. En revanche, sur l'année 2009, le PIB est en chute de 2,4 %. La croissance reste malgré tout fragile car son principal moteur a été le ralentissement des déstockages des entreprises (60 % de cette progression). La hausse de la consommation finale des ménages s'est modérée mais l'investissement des entreprises a progressé pour la première fois après plus d'un an de baisse. Le taux d'inflation est de 2,7 % en glissement annuel fin décembre 2009. Le marché du travail s'est légèrement amélioré, le taux de chômage revenant à 9,7 % en janvier 2010, après 10,2 % en octobre 2009. Les taux d'intérêt directeurs de la Réserve Fédérale sont maintenus à leurs niveaux exceptionnellement bas (entre 0 et 0,25 %).

De nouveau supérieure aux prévisions, la croissance japonaise s'est élevée à 1,1 % en rythme trimestriel sur le dernier trimestre 2009. Sur un an, elle ressort en baisse de 5 %. L'économie a été stimulée par des exportations toujours bien orientées mais surtout par la reprise des investissements des entreprises et une consommation finale des ménages robuste.

Le Royaume-Uni a renoué avec une croissance positive au quatrième trimestre (+ 0,1 %) tandis que l'inflation s'est sensiblement accélérée, s'établissant à 2,9 % en décembre 2009.

La croissance de la zone euro a ralenti en fin d'année 2009 (+0,1 % au dernier trimestre après +0,4% au trimestre précédent), en raison notamment d'une stagnation en Allemagne. Sur l'ensemble de l'année le PIB de la zone a baissé de 4 %. La production industrielle est en reprise au cours du second semestre 2009, mais la fin de l'année est en retrait avec une baisse de 1,7 % en décembre. Le taux d'inflation sur un an s'établirait à 1 % en janvier 2010 après 0,9 % en décembre. Le taux de chômage a continué de progresser pour atteindre 10 % en décembre 2009. La BCE a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En France le PIB s'est accéléré au quatrième trimestre : +0,6 % après +0,2%, mais sur l'année il est en recul de 2,2 %, soit la baisse la plus importante depuis l'après guerre. La croissance est portée par la consommation des ménages (+0,9 % après +0,1%) et le ralentissement du déstockage des entreprises, mais l'investissement des entreprises a continué de baisser et le solde commercial s'est dégradé du fait d'une baisse sensible des exportations (aéronautiques notamment) et d'une accélération des importations. La production a augmenté légèrement plus qu'au trimestre précédent, tirée notamment par l'énergie et les services aux entreprises. La baisse de l'emploi salarié des secteurs marchands s'est poursuivie mais de façon moins marquée qu'au trimestre précédent et l'intérim est resté dynamique ; sur un an, l'emploi a baissé de 2,5 %. L'inflation continue d'être maîtrisée (0,3 % sur un an en décembre)

Dans la plupart des pays émergents, la reprise s'est poursuivie. L'activité économique s'est accélérée en Chine avec une progression du PIB de 10,7 % en rythme annuel² (et de 8,7 % sur l'ensemble de l'année). En Amérique latine, les principales économies ont montré des signes de renforcement de leur activité, tandis que la hausse annuelle des prix à la consommation s'est légèrement accentuée.

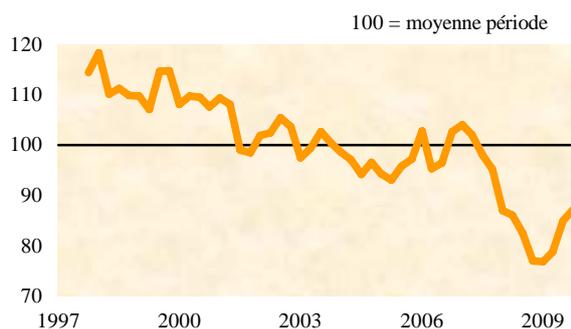
¹ Soit par rapport au troisième trimestre 2009 une croissance de 1,4 %.

² Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 2,57 %.

2 - Conjoncture en Polynésie française au 4^e trimestre 2009

L'indicateur de climat des affaires (ICA), poursuit son redressement au quatrième trimestre 2009. Il reste néanmoins largement en deçà de sa moyenne de long terme, dénotant un jugement toujours défavorable des chefs d'entreprises du secteur marchand sur le climat des affaires. Dans l'ensemble, les principaux indicateurs d'activité de l'économie polynésienne conservent une orientation défavorable : ni la consommation des ménages, ni l'investissement n'affichent des résultats laissant entrevoir un mouvement de reprise significatif et les prévisions d'activité des chefs d'entreprises sont toujours orientées à la baisse.

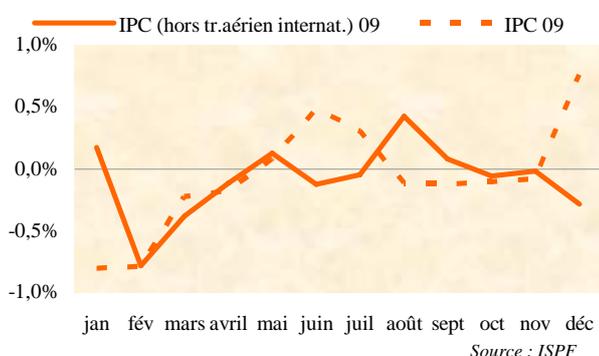
ICA Polynésie française*



* Calculé à partir de l'enquête de conjoncture de l'IEOM.

(Voir note méthodologique)

Evolution mensuelle de l'IPC en 2009



Source : ISPF

Poursuite de la baisse des prix en rythme annuel

L'orientation des prix reste baissière au dernier trimestre de l'année, avec un **indice des prix à la consommation (IPC)** en repli de 0,8% en glissement annuel en décembre 2009, après -1,1% en novembre et -1,3% en octobre. Sur le seul mois de décembre, la progression de l'IPC atteint +0,8% (-0,1% en novembre et en octobre) provenant de la hausse saisonnière des tarifs aériens internationaux. Corrigé de ce poste, l'indice recule de -0,3% par rapport à novembre.

L'emploi se dégrade moins rapidement en fin d'année

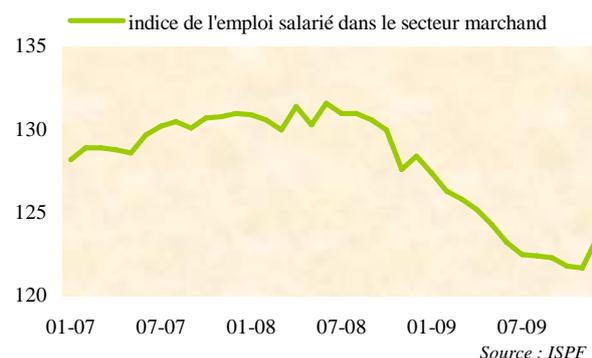
La dégradation de la situation de l'emploi¹ semble s'atténuer au dernier trimestre 2009 : l'indice de l'emploi salarié marchand de l'ISPF diminue de 3,8% en glissement annuel en décembre 2009 contre -4,8% en novembre. La variation sur un an reste toujours inférieure à sa moyenne sur cinq ans, le secteur le plus touché demeurant le BTP (-6%).

Sur le seul mois de décembre, l'indice de l'emploi salarié enregistre une progression de 1,5% qui semble liée pour l'essentiel à des embauches temporaires en vue d'absorber un léger sursaut d'activité, principalement dans les secteurs de la construction et de l'hôtellerie-restauration.

La consommation des ménages reste faible...

Traditionnellement favorable au quatrième trimestre, la **consommation des ménages** n'a pas été dopée par les fêtes de fin d'année en 2009, comme l'illustre l'évolution des importations de biens de consommation (-9% en

Evolution de l'emploi salarié



Source : ISPF

¹ Au troisième trimestre 2009, les effectifs salariés du secteur marchand ont diminué de 4,6% en glissement annuel (64 769 contre 67 859 en septembre 2008). La pêche (-26,9%), le BTP (-12,6%) et l'hôtellerie (-9,1%) sont particulièrement touchés. Seul l'agroalimentaire est épargné (+0,2%).

glissement annuel contre +3% en 2008), notamment celles relatives à l'équipement du foyer (-16% au quatrième trimestre 2009 contre +8% un an plus tôt) et à l'habillement (-17% contre -3% précédemment). Le marché de l'automobile, pour sa part, a bénéficié de l'entrée en vigueur de la prime à la casse fin octobre, mais également des multiples offres promotionnelles qui lui ont permis de limiter à 14% la chute des immatriculations de véhicules neufs en rythme annuel sur les trois derniers mois de l'année (-25% au troisième trimestre 2009 et -32% aux premier et deuxième trimestres). De son côté, et pour le deuxième trimestre consécutif, l'encours des crédits à la consommation des ménages s'inscrit en baisse de 1,2 % sur un an en décembre 2009 après -1,1 % en septembre 2009.

...alors que l'investissement résiste grâce aux ménages et aux collectivités locales...

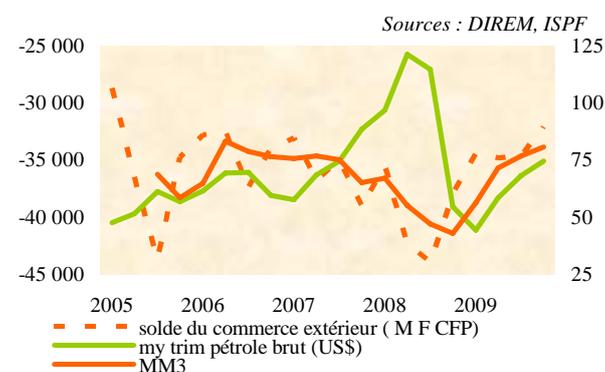
Au quatrième trimestre 2009, l'**investissement** des ménages et des collectivités locales est apparu favorablement orienté. L'encours des crédits à l'habitat des ménages enregistre une hausse de 4,9% en glissement annuel et celui des crédits à l'équipement des collectivités locales de 20%. Dans le même temps, les dépenses liquidées par l'Aviation Civile progressent de 24% en glissement annuel au quatrième trimestre 2009 et celles de la Direction de l'équipement de 34%.

Toujours négatives, les prévisions d'investissement à un an des entreprises tendent à remonter vers leur moyenne de longue période, tendance qui contraste avec le net recul des importations de biens d'équipement (-33% en glissement annuel au dernier trimestre 2009 contre +13% au quatrième trimestre 2008) de même que de l'encours des crédits d'investissement aux entreprises (-7%).

... dans un contexte où la situation financière des agents économiques reste particulièrement fragile

La situation financière des agents économiques continue de se dégrader au quatrième trimestre 2009. L'encours global des créances douteuses brutes progresse de près de 29% en glissement annuel alors que le total des créances saines détenues par les banques locales diminue de 4,8%. Les résultats de la dernière enquête trimestrielle réalisée par l'IEOM viennent conforter cette dégradation, les chefs d'entreprises déplorant toujours l'aggravation de leur situation de trésorerie.

Solde du commerce extérieur (trimestriel)



Amélioration du solde du commerce extérieur découlant de la faiblesse de l'activité

En 2009, le solde négatif du commerce extérieur de la Polynésie française s'est réduit de 23,9 milliards de F CFP par rapport à l'année précédente, davantage en raison de la faiblesse de l'activité économique que de l'amélioration des termes de l'échange. Cette évolution tient en effet à une contraction de la valeur des importations (-27,5 milliards de F CFP) plus importante que celle des exportations (-3,7 milliards de F CFP). La diminution des premières touche presque tous les produits : biens d'équipement (-20% en glissement annuel entre 2008 et 2009), biens intermédiaires (-17%), produits énergétiques (-35%)¹. Le repli des exportations est imputable pour les deux tiers à la perle brute² et à la bijouterie.

Une activité en berne dans la plupart des secteurs

Les chefs d'entreprises interrogés sur leur activité du quatrième trimestre restent préoccupés par leur trésorerie, pénalisée par des problèmes récurrents de recouvrement des créances et par la tendance baissière des prix de vente. A l'inverse, le niveau de leurs charges d'exploitation aurait été maîtrisé en contrepartie d'une politique de l'emploi globalement restrictive.

¹ On observe cependant un effet prix important dans la mesure où le cours moyen du pétrole a reculé d'environ un tiers entre 2008 et 2009.

² En 2009, les exportations de perles brutes représentent 60% de la valeur totale des exportations polynésiennes.

Les données disponibles pour le **secteur primaire** montrent une nette amélioration des résultats de la pêche, avec un triplement des exportations de poissons par rapport au quatrième trimestre 2008.

Pour la perliculture, la situation reste délicate. Sur la période sous revue, les recettes d'exportation ont reculé de 19% en glissement annuel, en dépit d'une progression des quantités de 26%. Cet effet volume provient d'une modification de la taxation sur les perles exportées¹, qui a accentué les ventes à l'étranger en novembre 2009. Sur ce seul mois, 6,4 tonnes de perles brutes ont été sorties de Polynésie française, représentant 42% du tonnage total exporté en 2009, contre seulement 0,3 tonne en cumul sur la période août/octobre. Fer de lance de la politique de restructuration de la perliculture engagée par le gouvernement, la Maison de la perle a été inaugurée en janvier 2010. Elle doit intervenir dans tous les domaines, de la production et la commercialisation mais également de la promotion de la perle à l'export. Cette nouvelle structure devrait également encadrer la distribution des nuclei aux perliculteurs. Son budget, fixé à 300 millions de F CFP pour 2010, sera abondé par la taxe allégée de 50 F CFP sur les unités exportées.

En vue d'enrayer les difficultés des professions liées à la mer (perle, pêche et aquaculture), particulièrement vulnérables, un gel de leurs dettes pour une durée d'un an a été mis en œuvre par la signature, fin décembre 2009, d'une convention entre le gouvernement et les banques. Dans le cadre du moratoire mis en œuvre, le gouvernement, les banques et la Sofidép s'engagent à prendre en charge 2/3 des intérêts différés, le solde restant dû par les bénéficiaires.

Le **secteur industriel**, globalement atone, est soutenu par l'agroalimentaire, qui a même recouru à l'embauche. Globalement, les entreprises industrielles estiment que leur situation de trésorerie s'est améliorée, sous l'effet d'un accroissement des prix de vente ; les stocks de matières premières et de produits finis sont en hausse malgré des perspectives d'activité peu optimistes.

Dans le **BTP**, le défaut de confiance se maintient. L'amélioration observée au 3^{ème} trimestre ne s'est pas confirmée et le quatrième trimestre s'est révélé particulièrement atone, avec un alourdissement des charges d'exploitation qui, pour la première fois de l'année, ont dépassé leur moyenne de longue période. Les importations cumulées de ciment ont reculé de 24% en 2009 et celles de bois transformé de 20%.

Dans le **commerce**, la fin d'année est jugée peu animée. L'effet saisonnier des fêtes de fin d'année ne semble pas avoir dopé la consommation des ménages malgré une politique de prix attractive. Très préoccupés par l'évolution de leur activité, les dirigeants des entreprises du secteur interrogés reconnaissent avoir ajusté à la baisse leurs stocks de marchandises.

Afin de s'adapter à des conditions de marché plus ardues, des transformations dans le monde de la distribution sont perceptibles : extension des horaires d'ouverture, association avec des distributeurs métropolitains de premier plan.

La chute dans le **tourisme** semble s'être légèrement infléchie sur le quatrième trimestre 2009. La fréquentation touristique recule de -7% en glissement annuel en décembre après -12% en octobre et -8% en novembre². Le pessimisme des dirigeants du secteur reste cependant dominant : si la poursuite d'une politique de l'emploi restrictive leur permet de contenir l'évolution de leurs charges d'exploitation, les inquiétudes demeurent vives s'agissant de la trésorerie. L'amélioration des délais de paiement de la clientèle n'a pu en effet compenser le poids des promotions tarifaires consenties à la clientèle.

Sur l'année, le nombre de touristes est en recul de 18% (160 447 après 196 496 en 2008). Le coefficient moyen de remplissage des hôtels internationaux atteint 46,5 % en 2009, en baisse de 6,8 points sur un an, malgré une progression de 0,4 point en décembre 2009. Le RevPar³ des établissements de l'hôtellerie s'affichait à 9 003 F CFP en décembre 2009, en retrait de 7% en glissement annuel (9 679 F CFP en décembre 2008).

Après une baisse de 4% en 2009, les dernières prévisions de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) tablent sur une reprise significative des arrivées de touristes internationaux (de +3 à +4% en 2010). Les anticipations des hôteliers polynésiens restent négatives pour le premier trimestre 2010, confortés dans ce pessimisme par le départ du

¹ Annoncé dès le mois de juillet, le Droit spécifique sur les perles exportées (DSPE) révisé, fixé à 50 F CFP/perle, est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009.

² La baisse atteignait entre -25 et -30% au premier semestre et entre -12 et -17% sur la haute saison.

³ Revenu moyen par chambre disponible.

navire de croisière Starflyer en février et la fermeture d'établissements hôteliers (le Kia Ora de Rangiroa¹ intervenu en janvier 2010 et le Hilton de Tahiti prévu d'ici fin mars 2010).

Selon les chefs d'entreprises des **services aux entreprises**, l'activité s'est avérée assez calme au quatrième trimestre 2009 mais les carnets de commandes restent satisfaisants. En dépit d'un accroissement des effectifs, les professionnels du secteur semblent avoir réussi à comprimer leurs charges d'exploitation. En revanche, leur situation de trésorerie paraît toujours grevée par les retards de paiement de la clientèle.

Perspectives :

Pour le premier trimestre 2010, les anticipations des chefs d'entreprises sur la conjoncture restent sombres. Une baisse d'activité et des situations de trésorerie toujours dégradées pourraient conduire à de nouvelles restrictions en matière d'emploi.

Les tendances défavorables de l'économie polynésienne en 2009 compromettent l'amélioration de la situation budgétaire de la Polynésie française et contraignent les actions de relance prévues pour 2010. Selon les données provisoires relatives à l'exécution du budget 2009, examinées en Conseil des ministres début février, il ressort que :

- les recettes fiscales accusent une baisse de 10,4 milliards de F CFP par rapport à l'année précédente (-4,1 Mds sur la TVA, -3,8 Mds sur les droits à l'importation) ;
- les recettes non fiscales augmentent de 5,9 milliards de F CFP, grâce au versement de la totalité de la DGDE² (+5,6 milliards de F CFP).

La visite de la ministre de l'outre-mer en Polynésie française début février a abouti à une déclaration commune des représentants de l'Etat et de la Polynésie française sur la réforme de la Dotation globale de développement économique (DGDE), qui doit figurer dans la loi de finances 2011. D'un montant global inchangé à 18 milliards de F CFP, sa liquidation serait assortie d'un mécanisme d'indexation et écartée en trois parties distinctes :

- dotation de fonctionnement de la Polynésie française (DFPF) à hauteur de 60% du montant global, à disposition du gouvernement local ;
- dotation territoriale pour l'investissement des communes (DTIC) pour 6% ;
- les 34% restants pour l'investissement de la Polynésie française, mais sous forme conventionnelle.

¹ L'effectif du Kia Ora était de 75 employés au quatrième trimestre 2009 pour une population totale de 2 473 habitants sur l'atoll de Rangiroa recensés en 2007.

² Dotation globale de développement économique.

Annexes statistiques

Note méthodologique

L'IEOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données **économiques quantitatives** issues de sources administratives (ISPF, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des **données monétaires** issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEOM ;
- les **résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEOM** réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", "stabilité" ou "dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Indicateur de climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composantes principales, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

1. Vue d'ensemble

<i>1.1 Les entreprises</i>	12
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	12
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois	13
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i>	15
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages	15
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages.....	15
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	15
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques</i>	17
1.3.1 L'emploi	17
1.3.2 Les prix	17
1.3.3 Les salaires.....	18
1.3.4 Le commerce extérieur	18
1.3.5 L'énergie	19

2. Analyse sectorielle

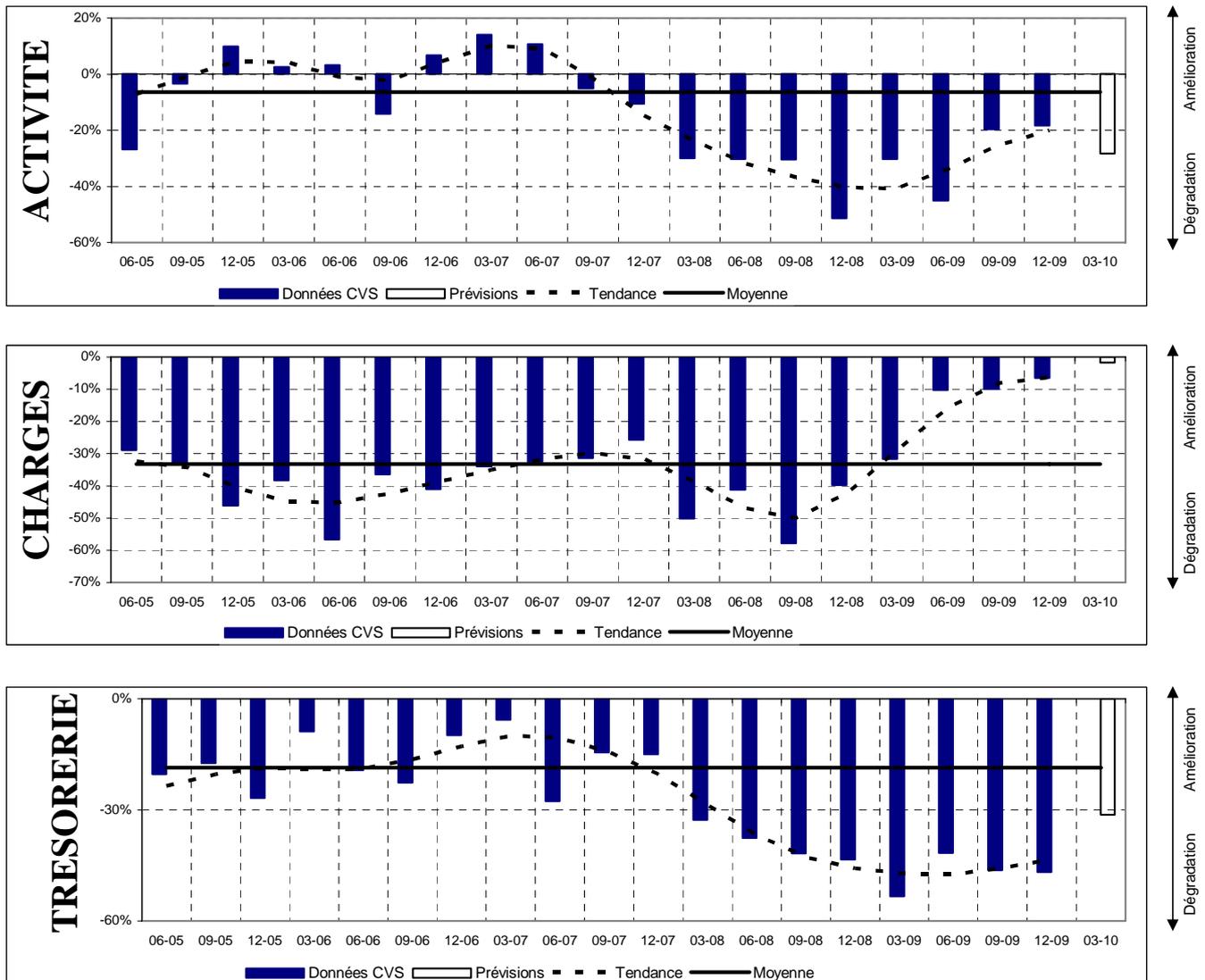
<i>2.1 Secteur primaire</i>	22
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i>	24
<i>2.3 Autres industries</i>	26
<i>2.4 Bâtiment et travaux publics</i>	28
<i>2.5 Commerce</i>	30
<i>2.6 Hôtellerie – Tourisme</i>	34
<i>2.7 Services marchands</i>	36

1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 décembre 2009¹
Soldes d'opinions² CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 16,7 %³



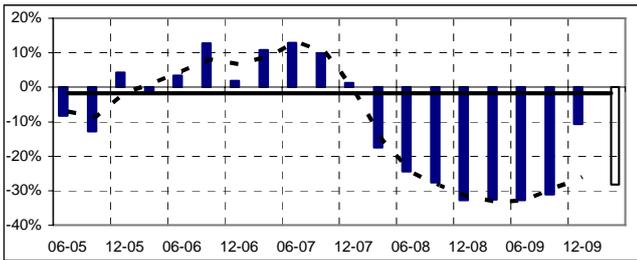
¹ L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 210 entreprises dont 134 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigés des variations saisonnières.

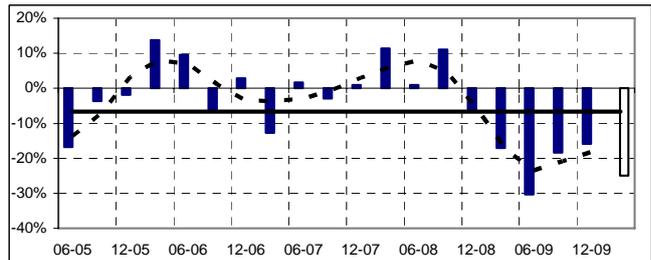
³ Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 31 décembre 2008.

1.1 Les entreprises

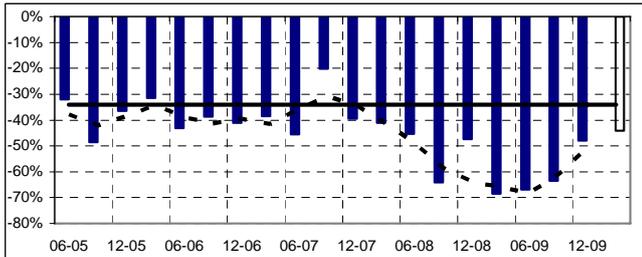
Effectifs



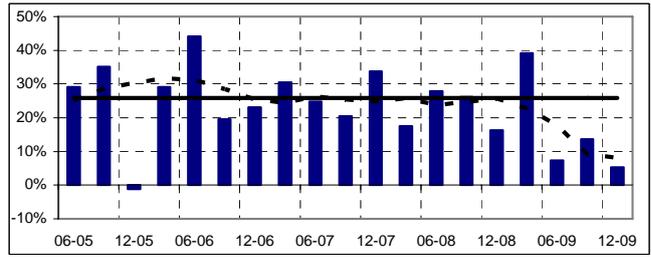
Prix



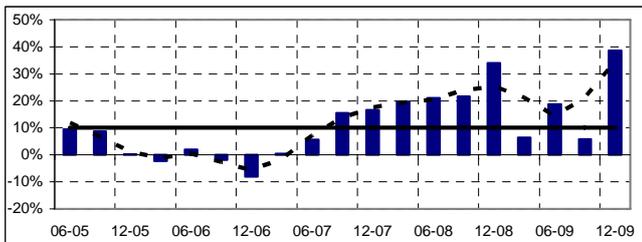
Délais de paiement



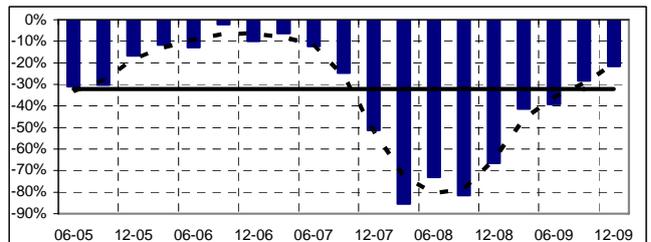
Stocks de produits finis



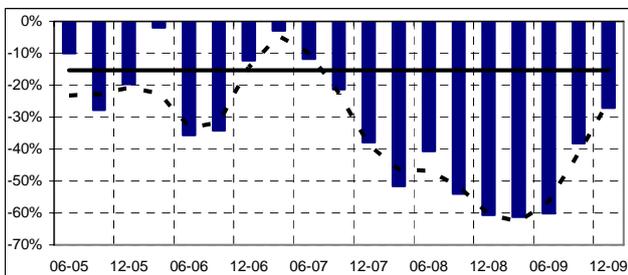
Stocks de matières premières



Carnet de commande



PREVISION D'INVESTISSEMENT



SITUATION DES STOCKS

Par rapport à la normale

Produits finis

Matières premières

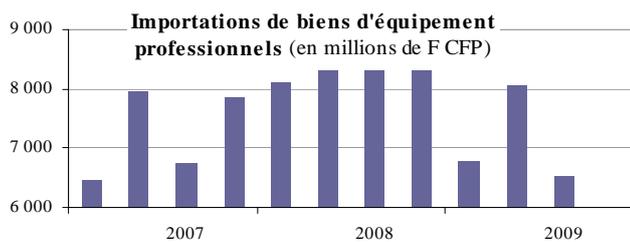
Supérieur

Supérieur



1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

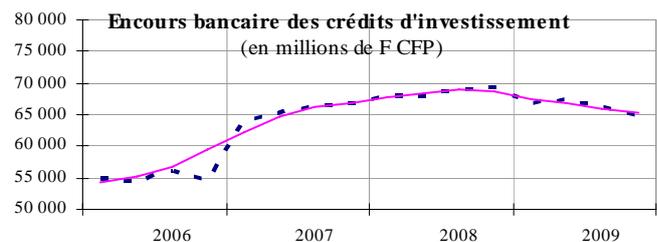
Les biens d'équipement professionnels



Source : ISPF

■ série brute

Le financement des investissements



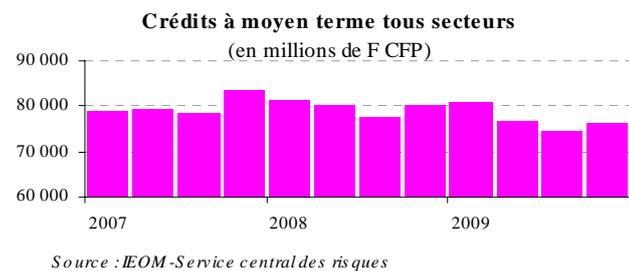
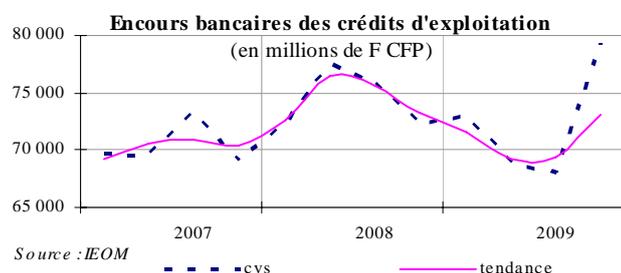
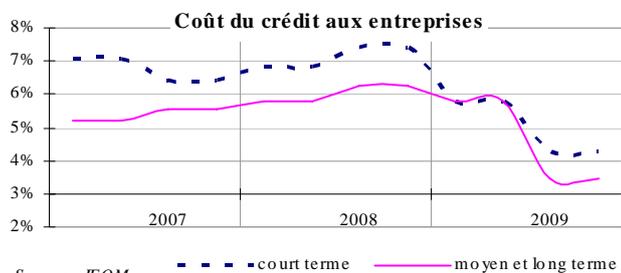
Source : IEOM

--- cvs ——— tendance

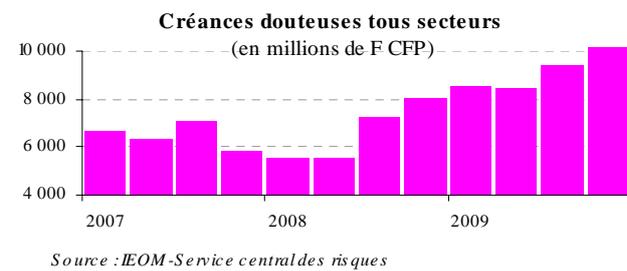
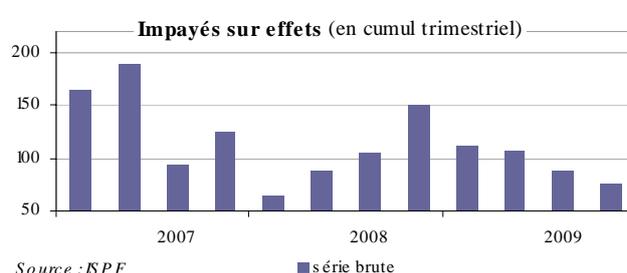
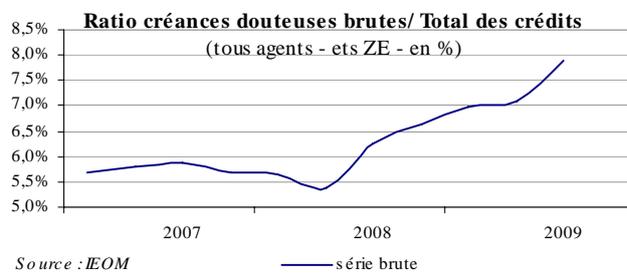
1.1 Les entreprises

1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

Les conditions de financement

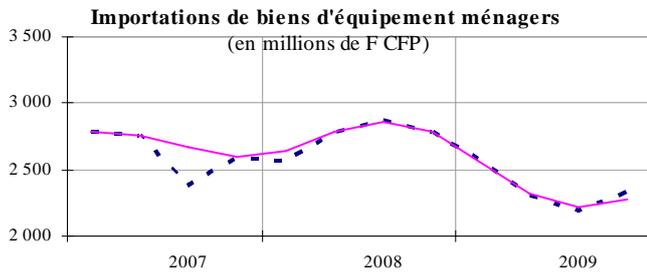


Les indicateurs de vulnérabilité



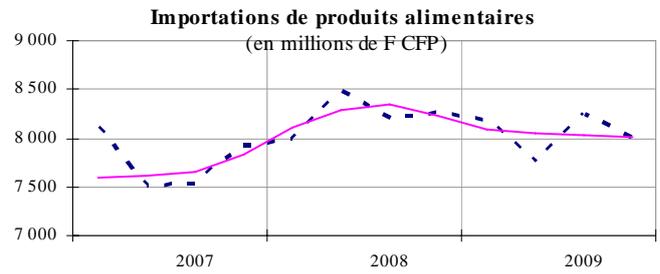
1.2 Les ménages

1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages



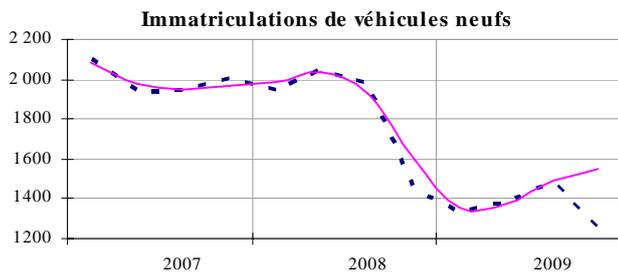
Source : ISPF

■ cvs — tendance



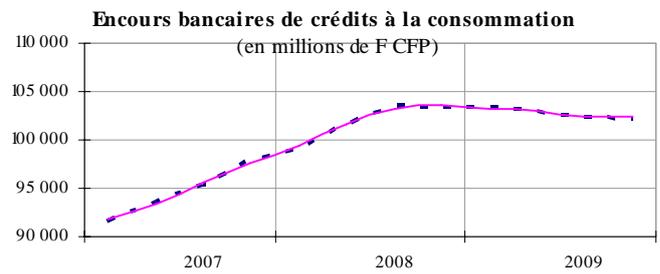
Source : ISPF

■ cvs — tendance



Source : ISPF

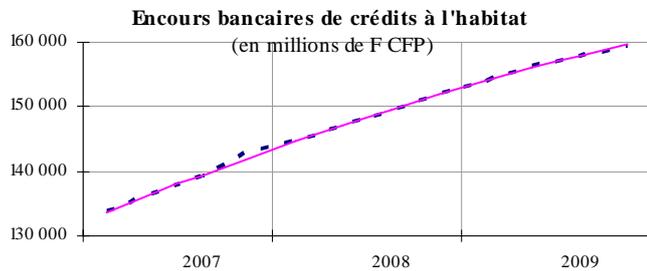
■ cvs — tendance



Source : IEOM

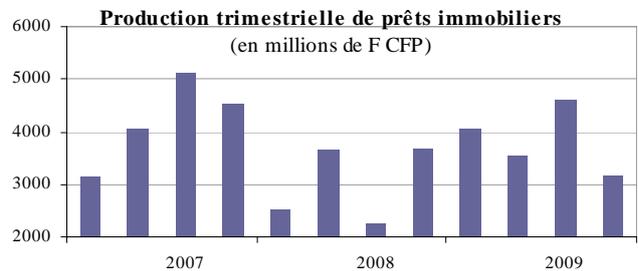
■ cvs — tendance

1.2.2 L'investissement immobilier des ménages



Source : IEOM

■ cvs — tendance

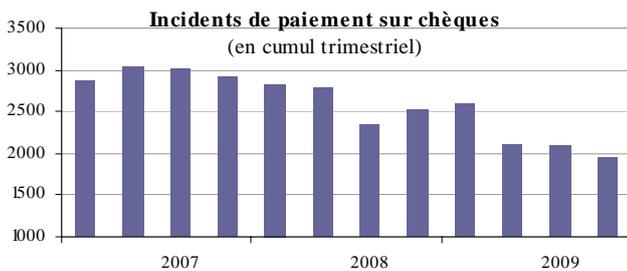


Source : EC locaux

■ série brute

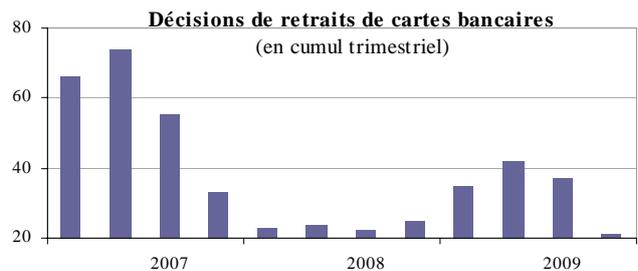
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement



Source : IEOM

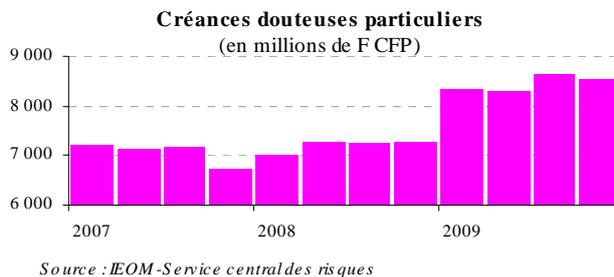
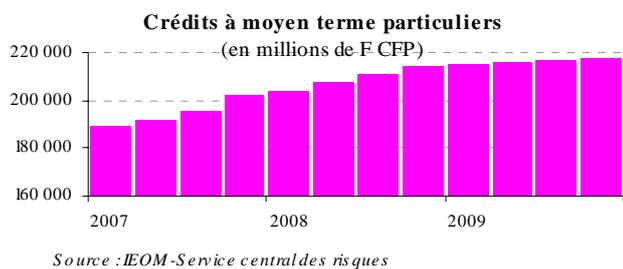
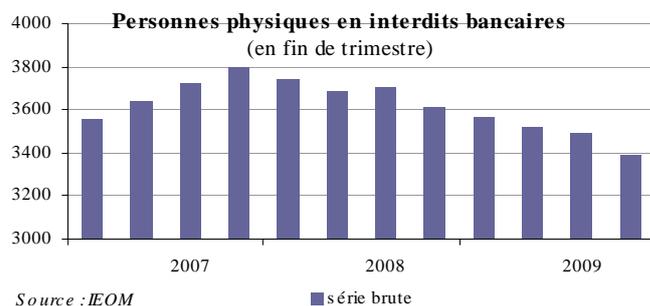
■ série brute



Source : IEOM

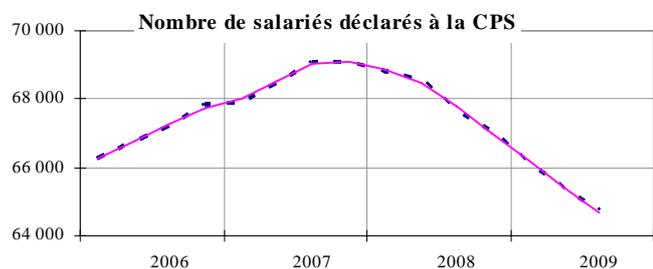
■ série brute

1.2 Les ménages



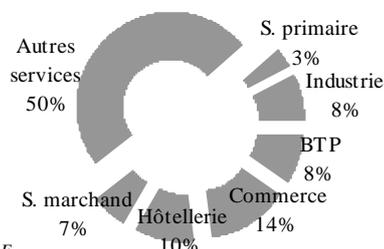
1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.1 L'emploi



Source : ISPF

Répartition au 30 septembre 2009



Source : ISPF

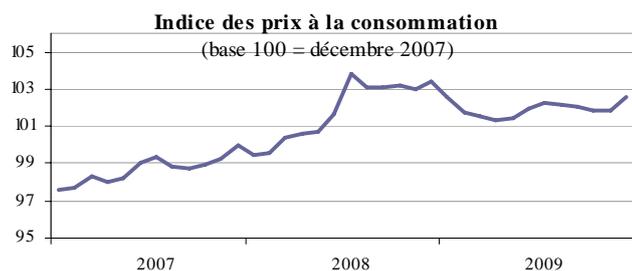
EMPLOI

(Source : CPS)

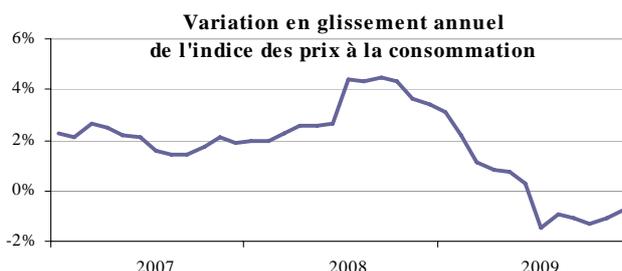
Nombre de salariés déclarés à la CPS
(fin de trimestre)

	T2 03	T2 09	T3 09	Δ trim.	Δ en glisst annuel
Nombre de salariés déclarés à la CPS (fin de trimestre)	68 816	66 026	64 769	-1,9%	-5,9%

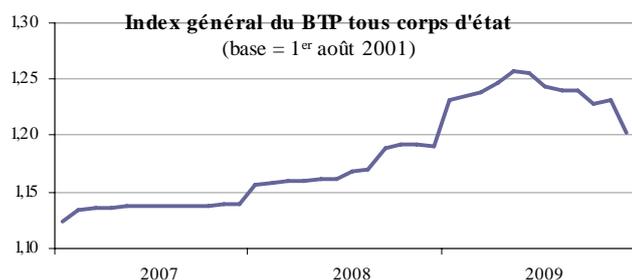
1.3.2 Les prix



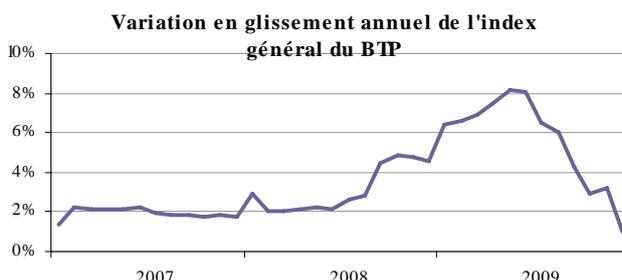
Source : ISPF



Source : ISPF



Source : ISPF



Source : ISPF

PRIX

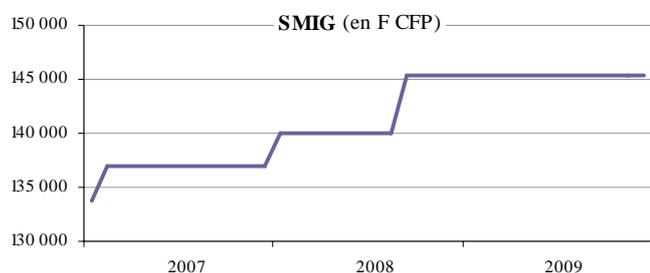
(Source : ISPF)

Indice des prix à la consommation (base
100 : décembre 2007)

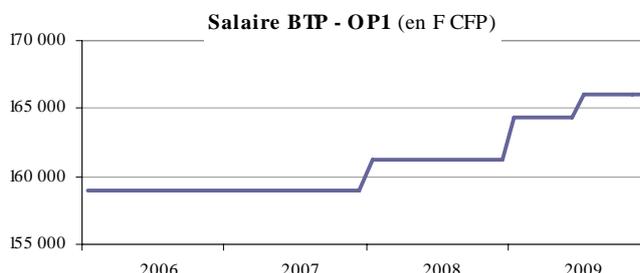
	déc-08	juin-09	sept-09	déc-09	Δ trim.	Δ en glisst annuel
Indice des prix à la consommation (base 100 : décembre 2007)	103,43	101,95	102,01	102,59	0,6%	-0,8%

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.3 Les salaires



Source : Inspection du travail

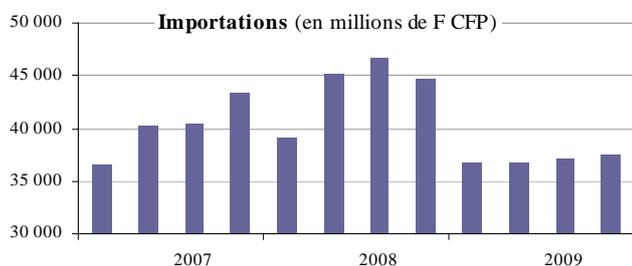


Source : Inspection du travail

SALAIRES MENSUELS BRUTS

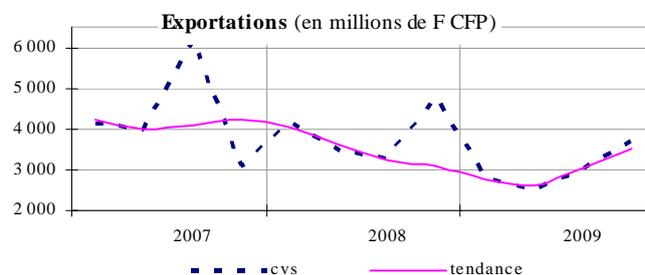
	déc-07	déc-08	déc-09	△ en glisst annuel	
				2009/2008	2008/2007
Salaire minimum interprofessionnel garanti	137 000	145 306	145 306	0,0%	6,1%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	137 000	145 306	145 306	0,0%	6,1%
Salaires du BTP - OP 1	158 957	161 182	166 050	3,0%	1,4%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	137 000	145 306	145 306	0,0%	6,1%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	137 000	145 306	145 306	0,0%	6,1%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	137 000	145 306	145 306	0,0%	6,1%

1.3.4 Le commerce extérieur



Source : ISPF

■ série brute



Source : ISPF

■ cvs — tendance

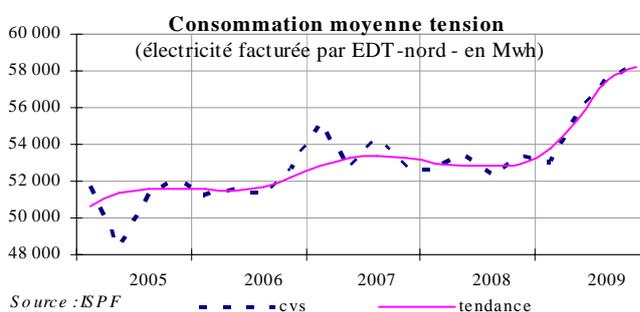
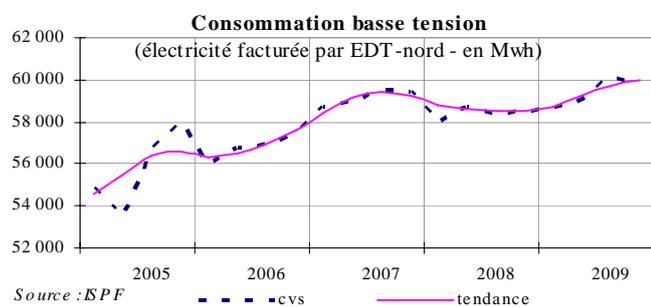
COMMERCE EXTERIEUR

(Source : ISPF)

	T4 08	T3 09	T4 09	Cumul 2009	△ trim.	△ en glisst annuel
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	44 761	37 133	37 503	148 333	1,0%	-16,2%
Exportations						
En valeur (en millions de F CFP)	6 823	2 488	5 448	12 512	119,0%	-20,2%
Taux de couverture	15,2%	6,7%	14,5%	8,4%	-	-

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.5 L'énergie



ENERGIE (Source : EDT-Nord)	T4 08	T3 09	T4 09	Cumul 2009	Δ trim.	Δ en glis s annuel
Electricité produite (en MWh)	137 775	153 466	146 645	300 111	-4,4%	6,4%
Electricité consommée (en MWh)	114 411	112 058	120 804	232 862	7,8%	5,6%
Basse tension	58 101	57 682	59 321	117 003	2,8%	2,1%
Moyenne tension	56 310	54 376	61 483	115 859	13,1%	9,2%

2. Analyse sectorielle

2.1 Agriculture, pêche et perliculture

2.2 Industrie agroalimentaire

2.3 Autres industries

2.4 Bâtiment et travaux publics

2.5 Commerce

2.6 Hôtellerie – Tourisme

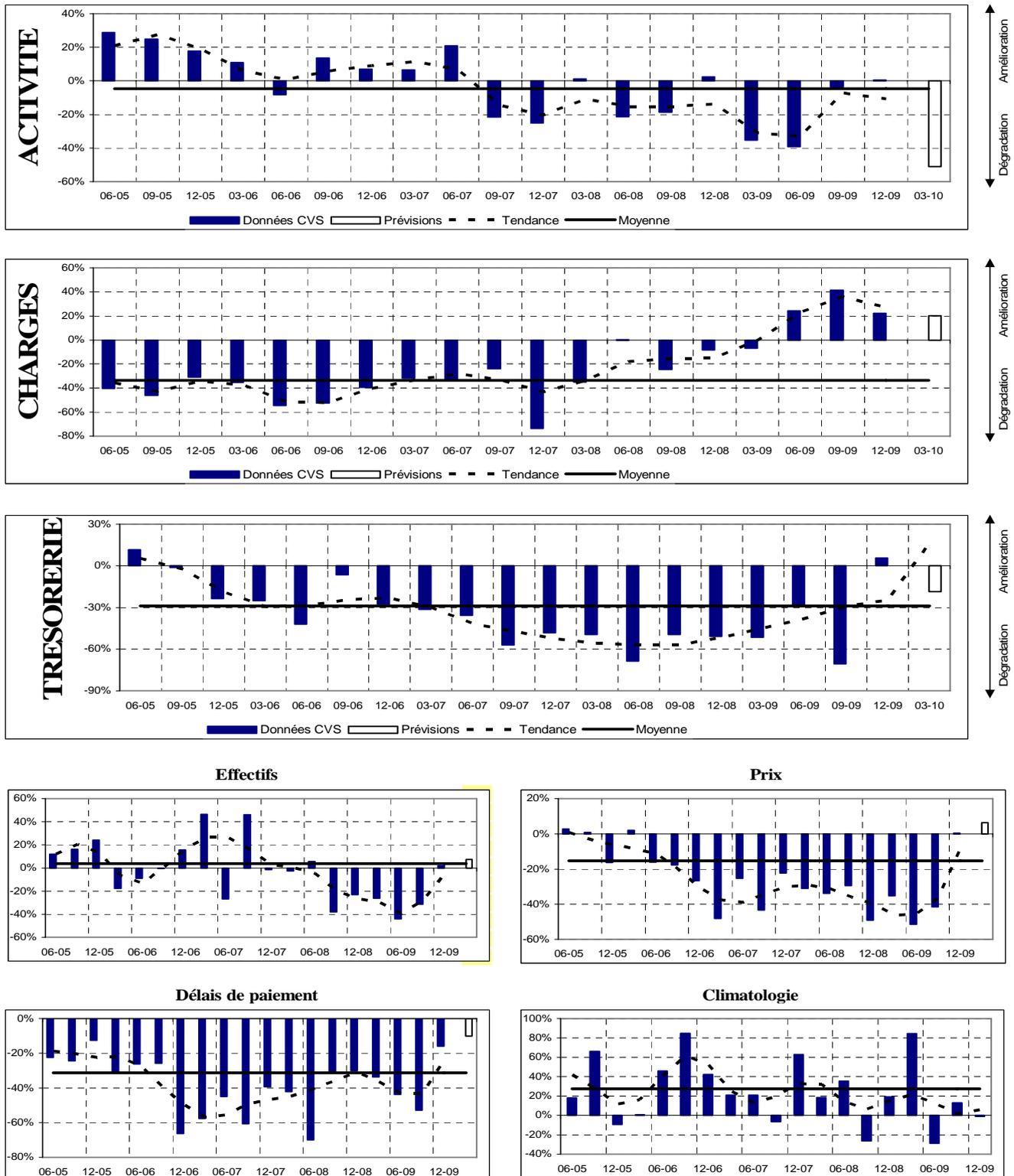
2.7 Services marchands

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

2.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « secteur primaire ¹ »

Soldes d'opinion au 31 décembre 2009 – CVS²

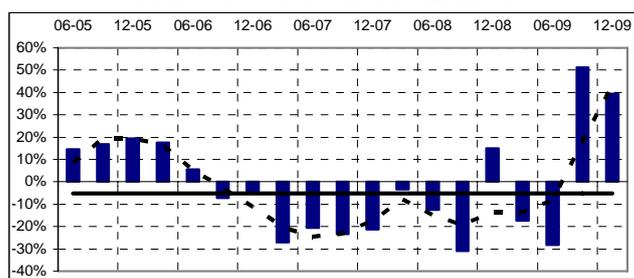


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 25 entreprises du secteur primaire dont 10 ayant répondu.

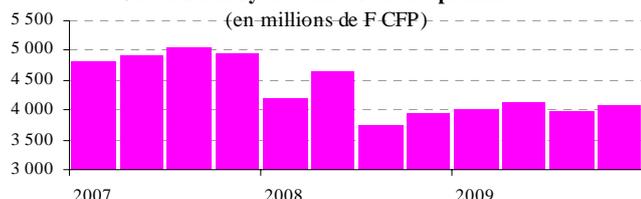
² Eu égard au faible taux de réponse dans ce secteur, les graphiques des soldes d'opinions ne sont présentés qu'à titre indicatif et ne sont pas commentés.

2.1 Secteur primaire

PREVISION D'INVESTISSEMENT

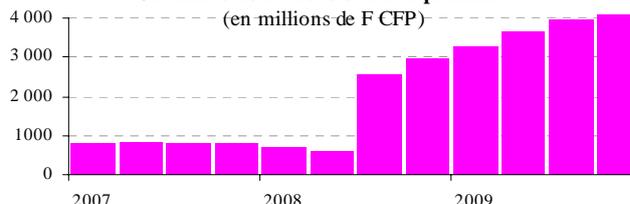


Crédits à moyen terme secteur primaire



Source : IEOM - Service central des risques

Créances douteuses secteur primaire



Source : IEOM - Service central des risques

PRODUCTION en tonnes

(Source : Caisse de soutien des prix)

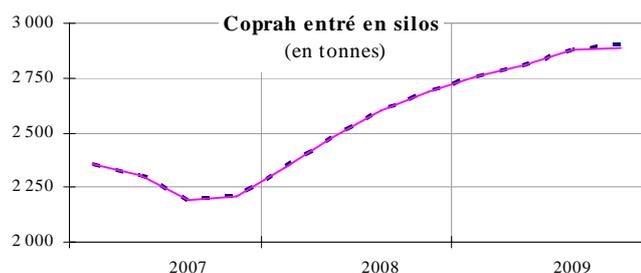
	T4 08	T3 09	T4 09	△ trimestrielle	△ en glisist annuel
Coprah	3 159	3 225	3 118	-3,3%	-1,3%

EXPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

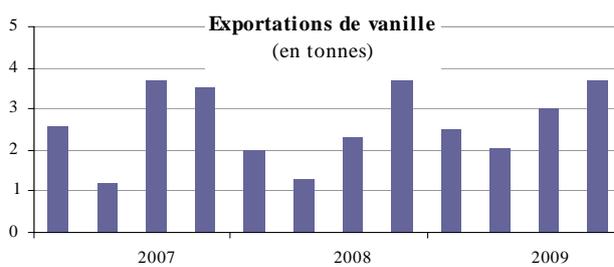
	T4 08	T3 09	T4 09	△ trimestrielle	△ en glisist annuel
Vanille	3,7	3,0	3,7	23,4%	-0,5%
Perles	6,3	1,37	7,95	480,3%	26,0%
Poissons et crustacés	19,0	347	319	-8,2%	1576,9%

2.1.2 Agriculture



Source : ISPF

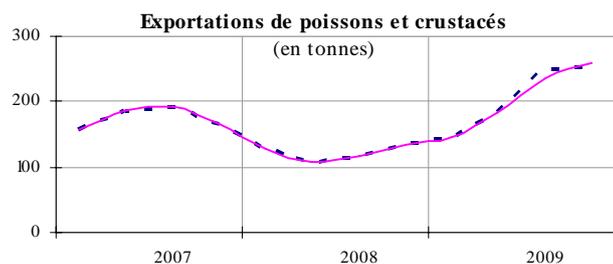
--- cvs — tendance



Source : ISPF

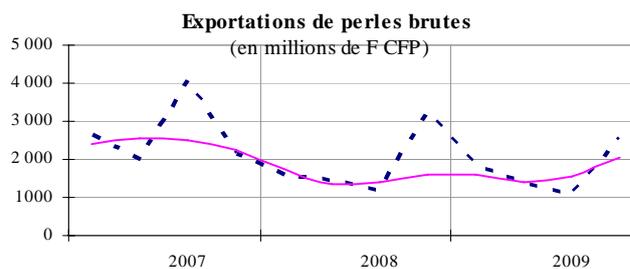
■ série brute

2.1.3 Pêche et perliculture



Source : ISPF

--- cvs — tendance



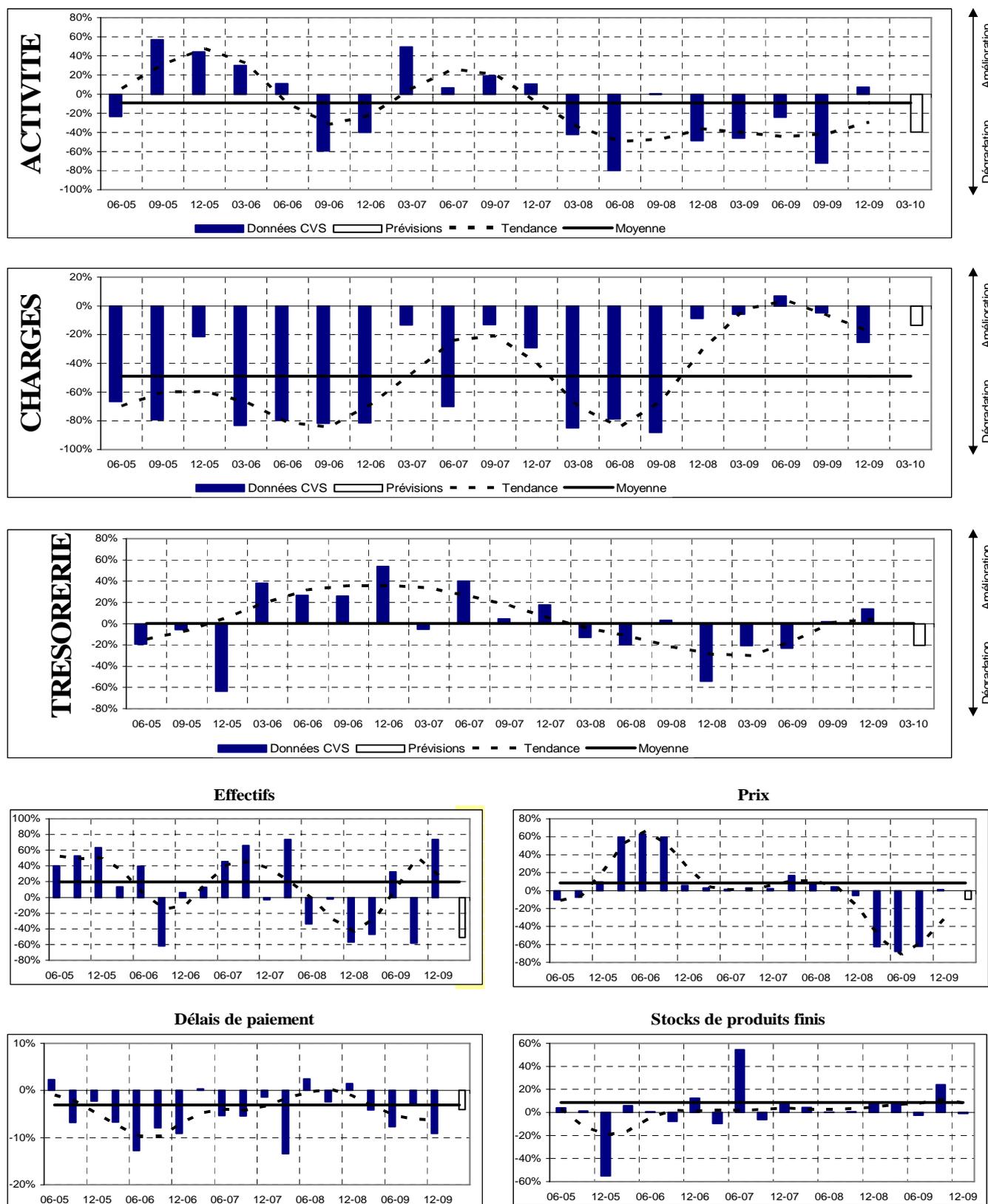
Source : ISPF

--- cvs — tendance

2.2 Industrie agroalimentaire

2.2.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises de l' « industrie agroalimentaire ¹ »

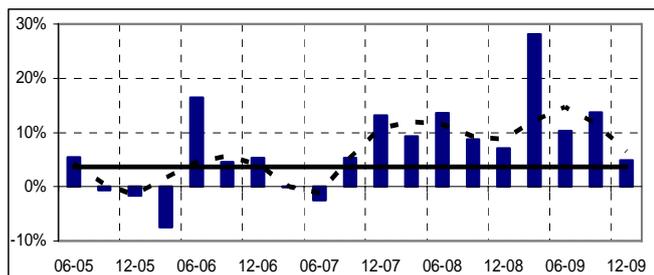
Soldes d'opinion au 31 décembre 2009 – CVS



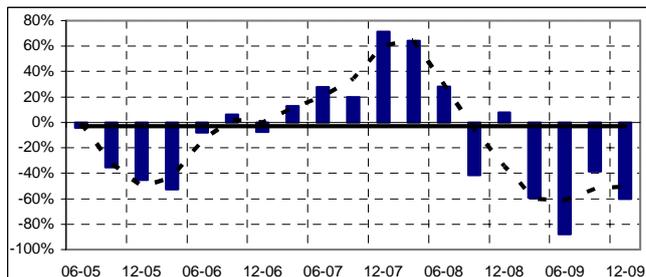
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 10 ayant répondu.

2.2 Industrie agroalimentaire

Stocks de matières premières



PREVISION D'INVESTISSEMENT

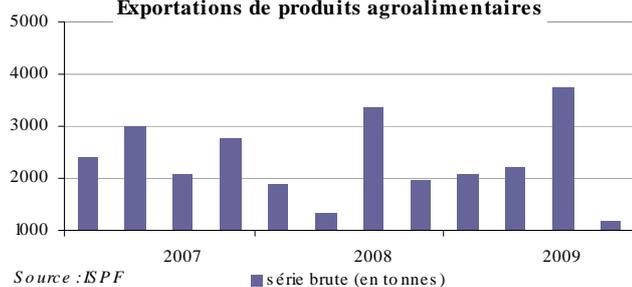


EXPORTATIONS en tonnes

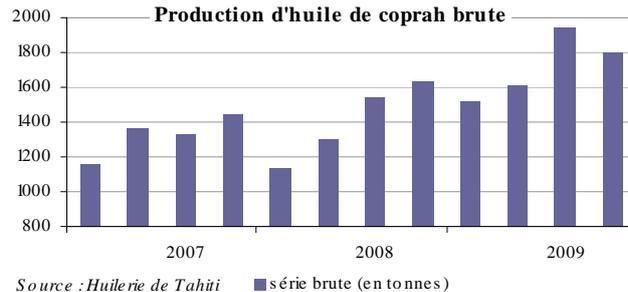
(Source : ISPF)

	T4 08	T3 09	T4 09	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Produits alimentaires	1 979	3 724	1 183	-68,2%	-40,2%
Nono (purée et jus)	384	740	671	-9,3%	74,7%

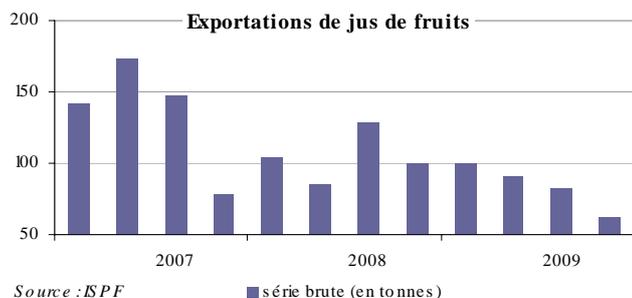
Exportations de produits agroalimentaires



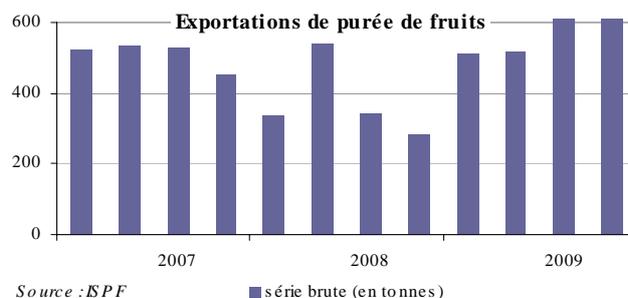
Production d'huile de coprah brute



Exportations de jus de fruits



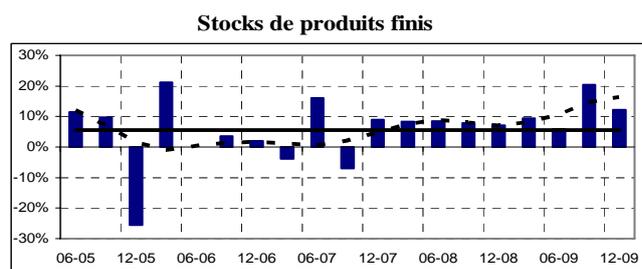
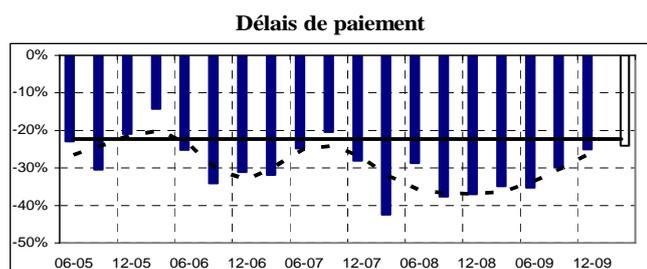
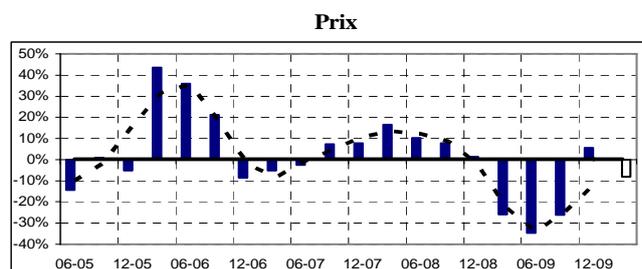
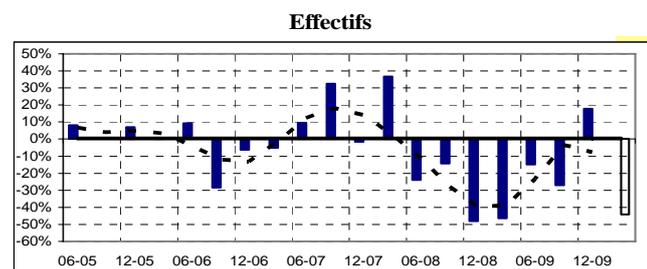
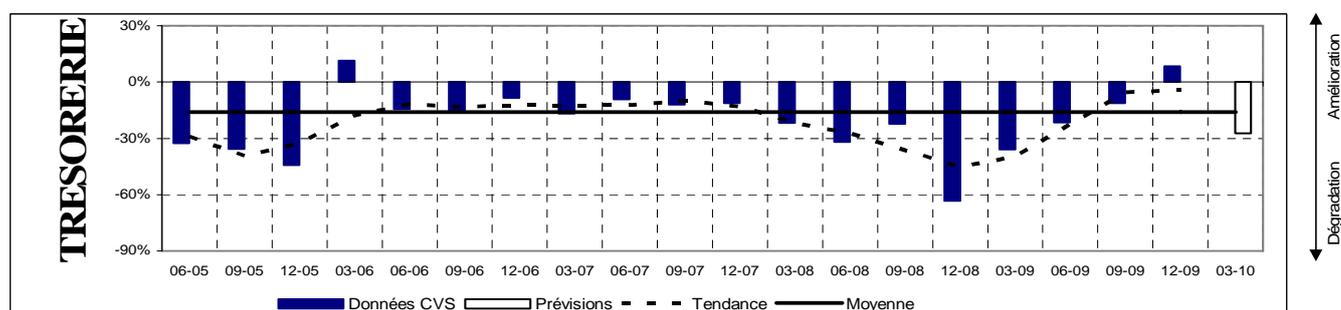
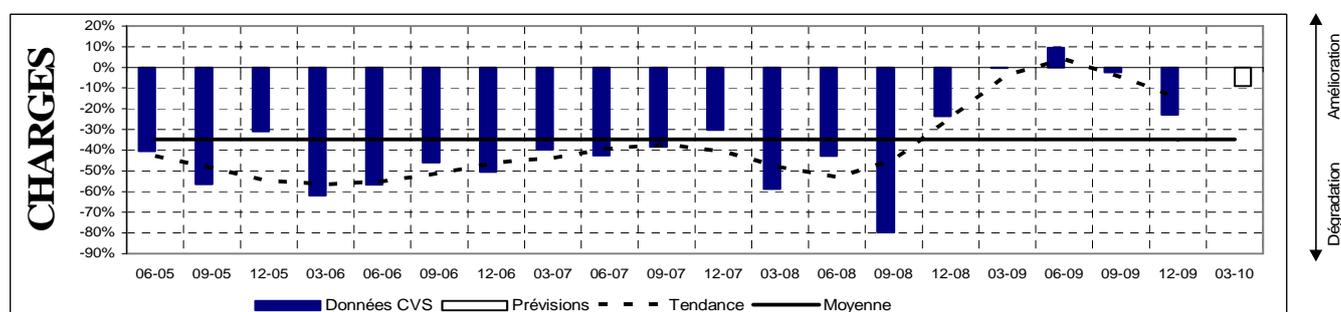
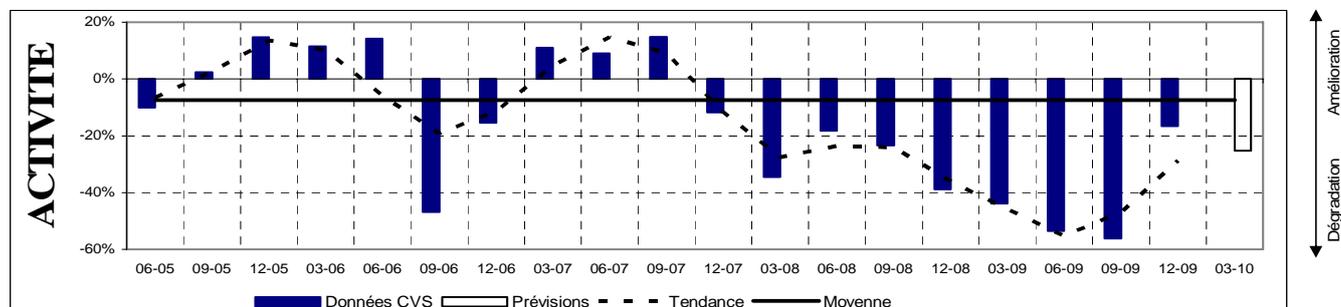
Exportations de purée de fruits



2.3 Autres industries

2.3.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises des « autres industries ¹ »

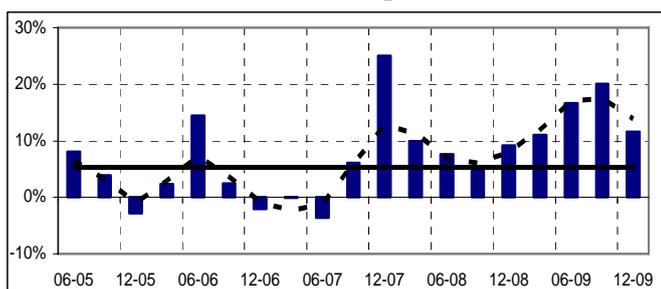
Soldes d'opinion au 31 décembre 2009- CVS



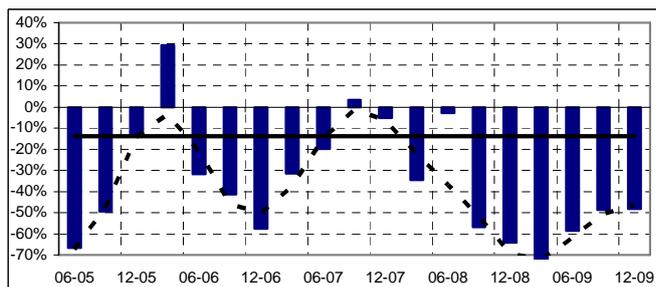
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 16 ayant répondu.

2.3 Autres industries

Stocks de matières premières



PREVISION D'INVESTISSEMENT



Exportations de savon



Source : ISPF

■ série brute (en tonnes)

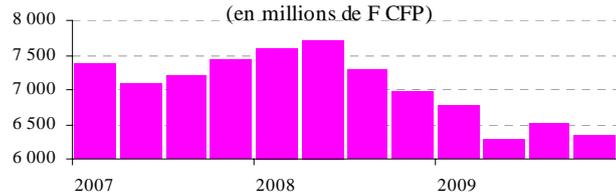
Exportations de monoï



Source : ISPF

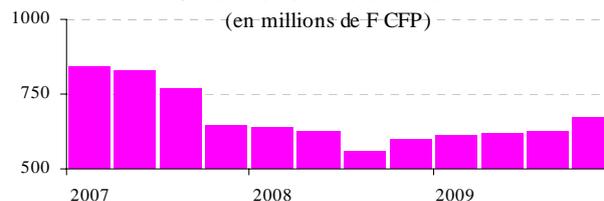
■ série brute (en tonnes)

Crédits à moyen terme industrie
(en millions de F CFP)



Source : IEOM-Service central des risques

Créances douteuses industrie
(en millions de F CFP)

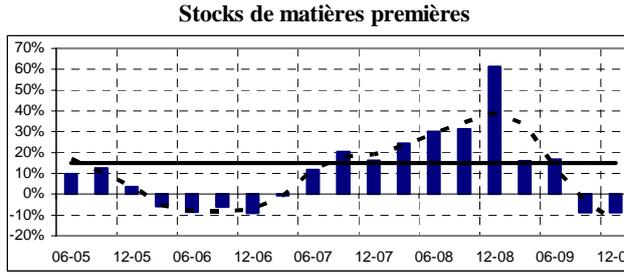
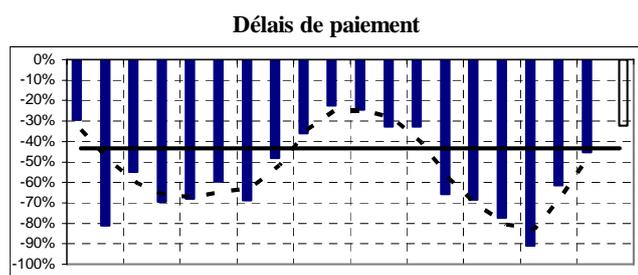
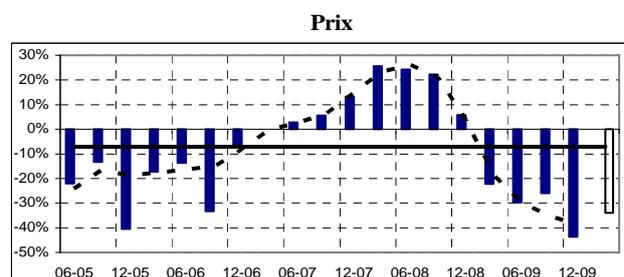
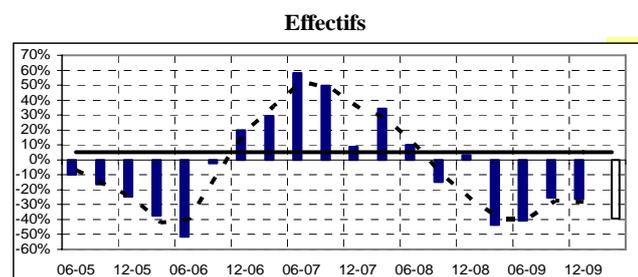
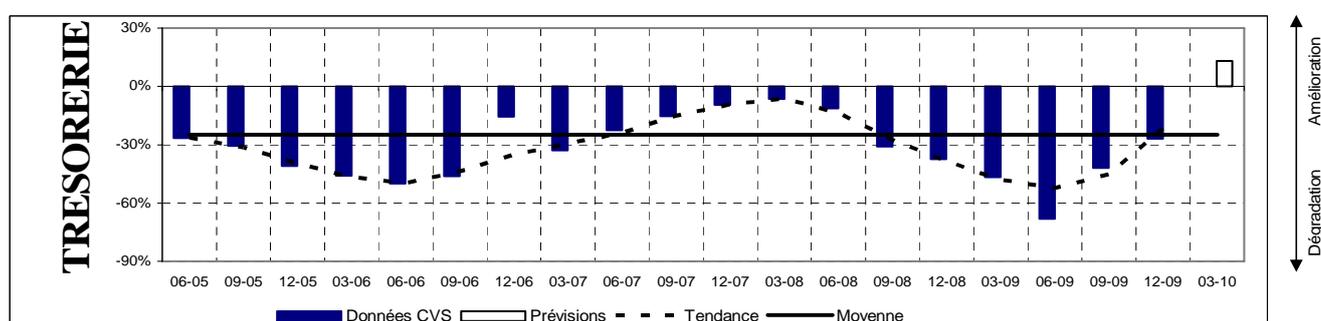
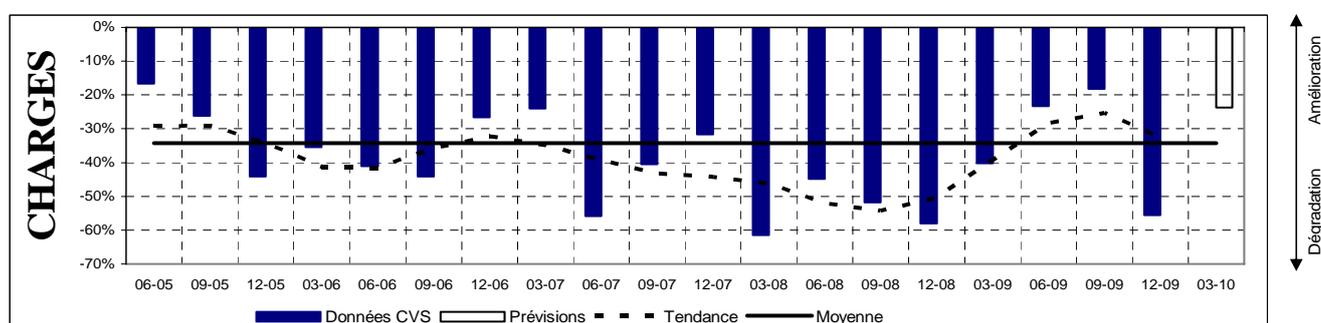
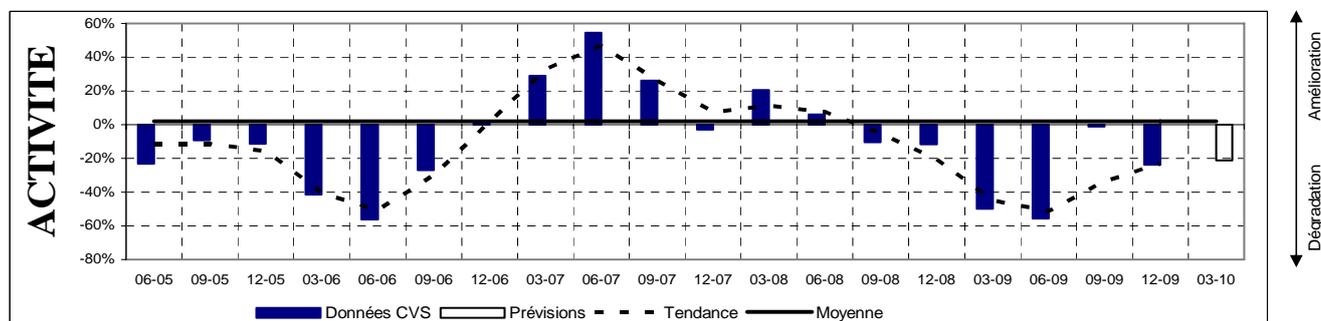


Source : IEOM-Service central des risques

2.4 Bâtiment et travaux publics

2.4.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « bâtiment et travaux publics ¹»

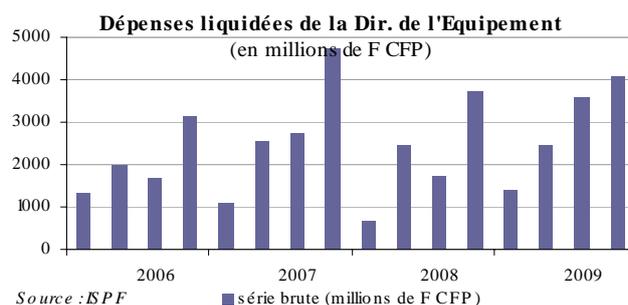
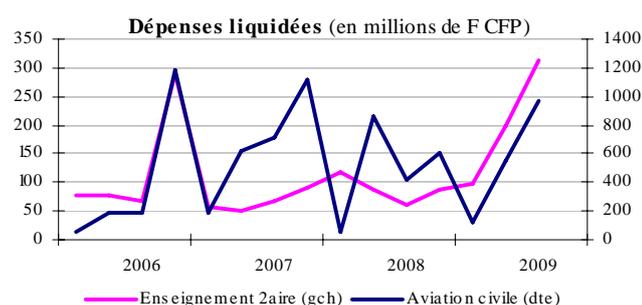
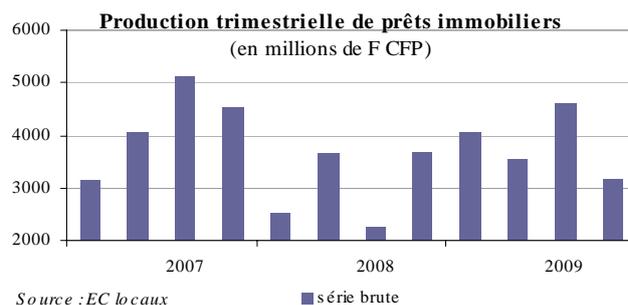
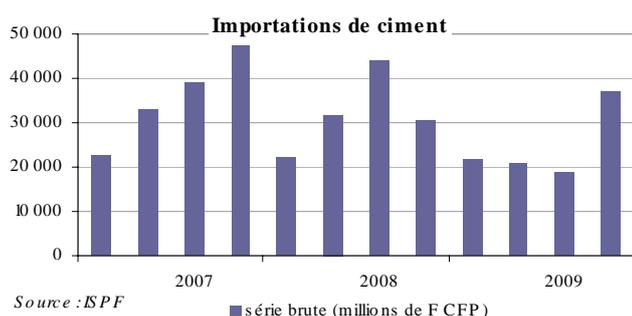
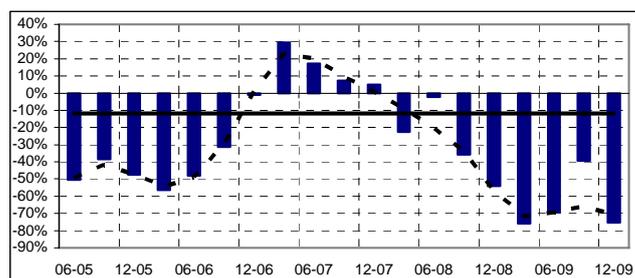
Soldes d'opinion au 31 décembre 2009 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 33 entreprises du secteur du BTP dont 18 ayant répondu.

2.4 Bâtiment et travaux publics

PREVISION D'INVESTISSEMENT



IMPORTATIONS en tonnes

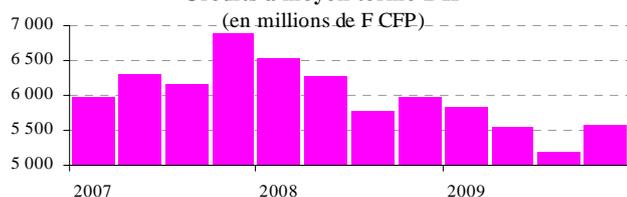
(Source : ISPF)

	T4 08	T3 09	T4 09	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Ciment	30 559	18 495	36 756	98,7%	20,3%

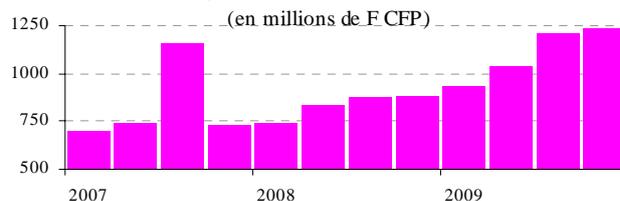
DEPENSES PUBLIQUES en millions de F CFP

	T4 08	T3 09	T4 09	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Dépenses de la Direction de l'équipement	3 731	3 589	4 104	14,3%	10,0%
Dépenses de l'enseignement	87	313	nd		
Dépenses du Service de l'aviation civile	610	968	755	-22,0%	23,8%

Crédits à moyen terme BTP



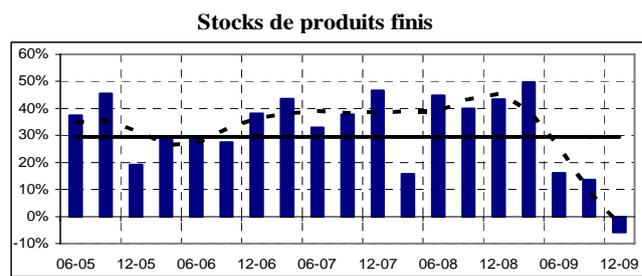
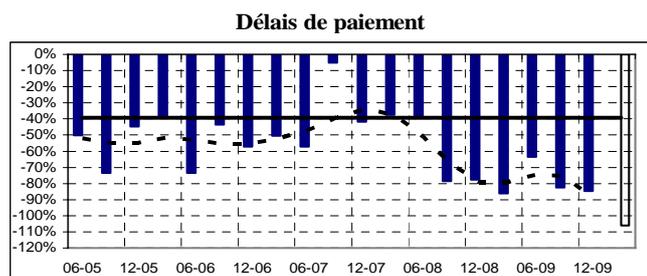
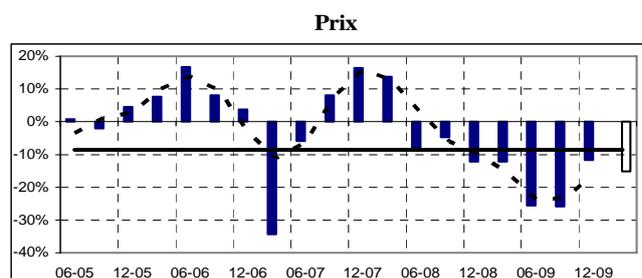
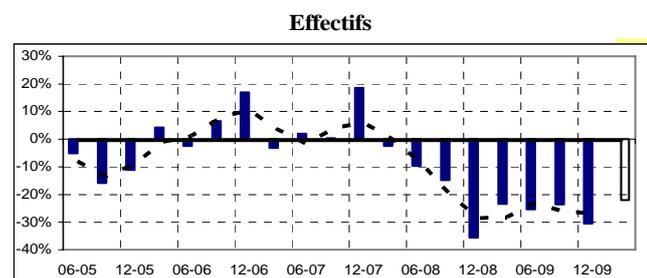
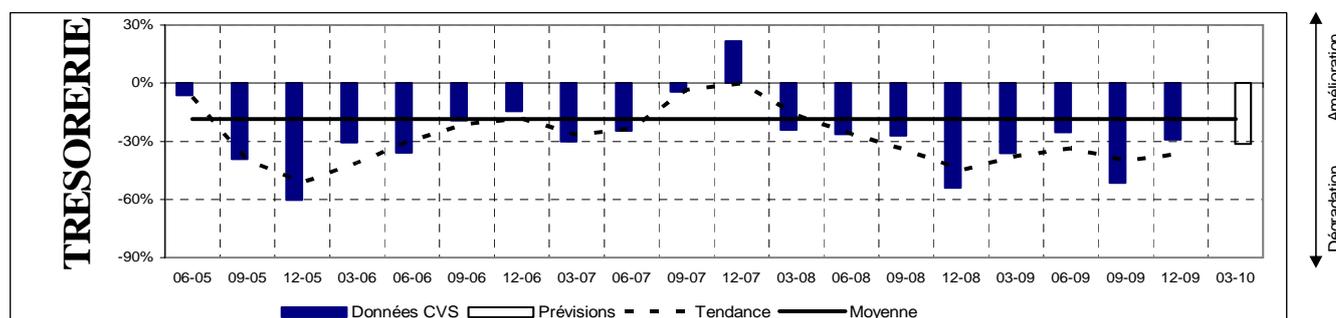
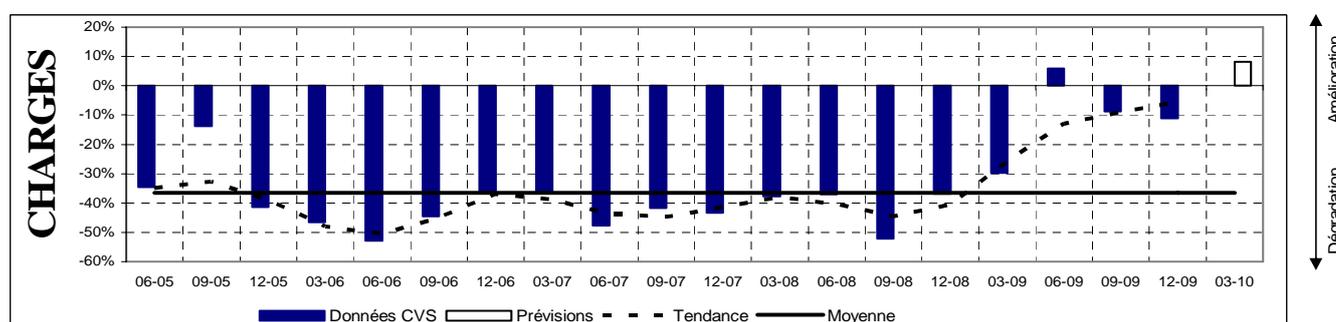
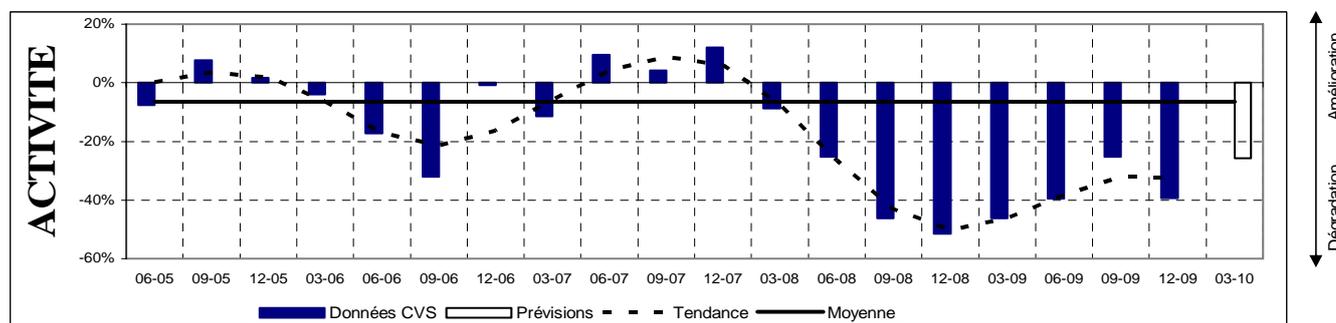
Créances douteuses BTP



2.5 Commerce

2.5.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du commerce ¹»

Soldes d'opinion au 31 décembre 2009 – CVS

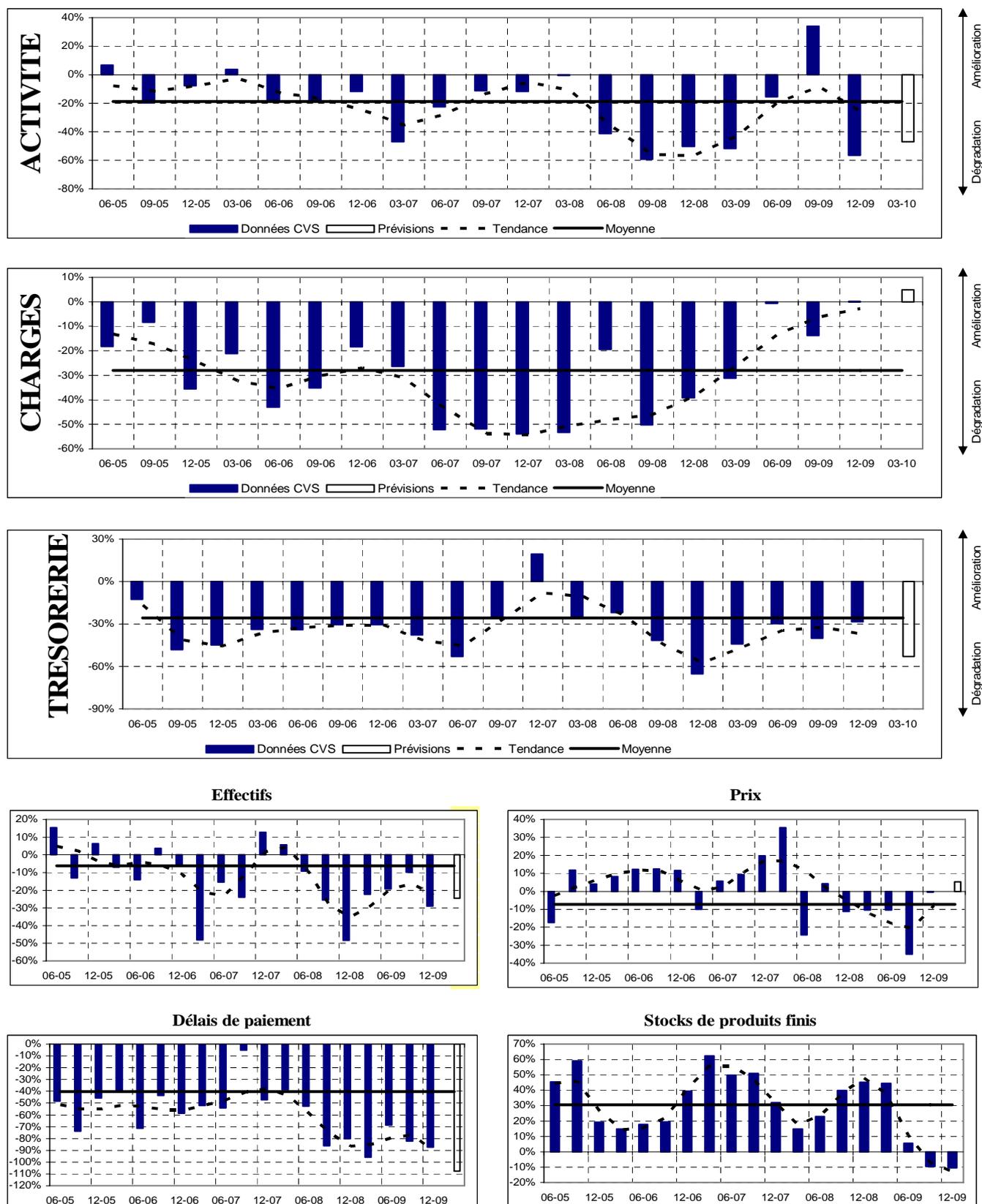


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 56 entreprises du secteur du commerce dont 39 ayant répondu.

2.5 Commerce

2.5.2 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de gros ¹ »

Soldes d'opinion au 31 décembre 2009 – CVS

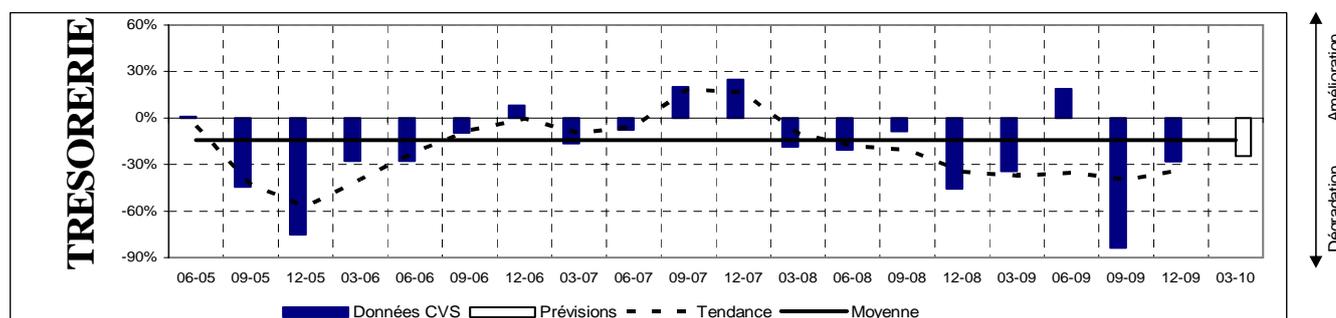
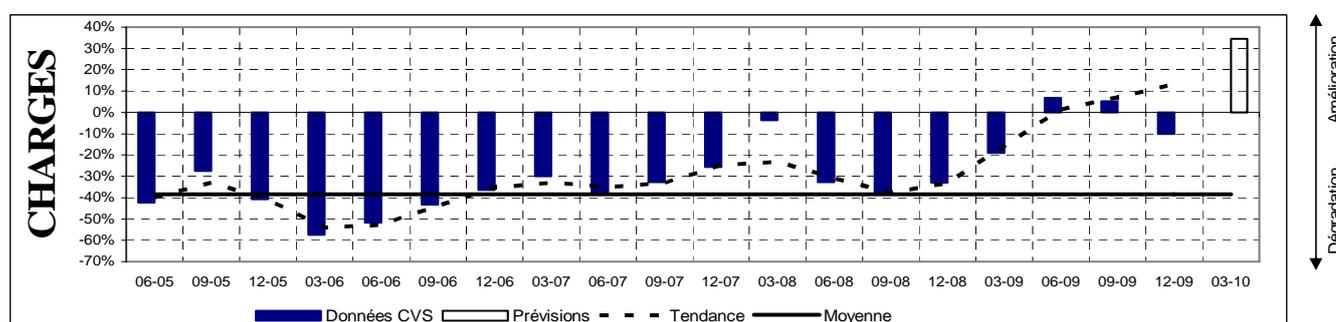
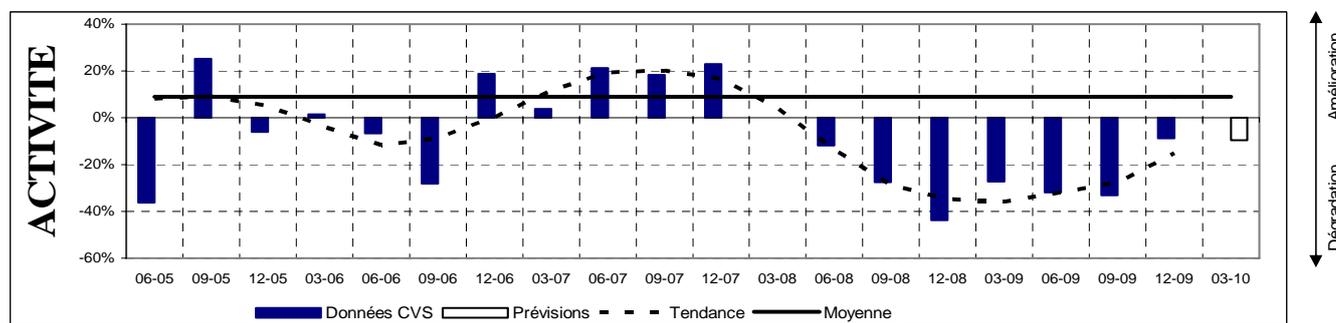


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du secteur du commerce de gros dont 16 ayant répondu.

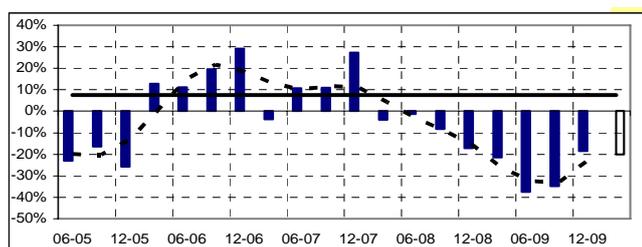
2.5 Commerce

2.5.3 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de détail ¹ »

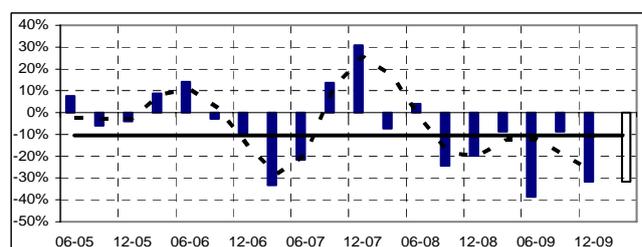
Soldes d'opinion au 31 décembre 2009- CVS



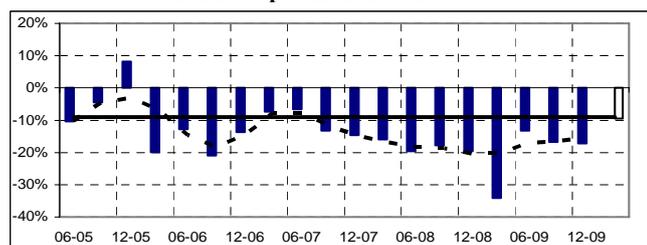
Effectifs



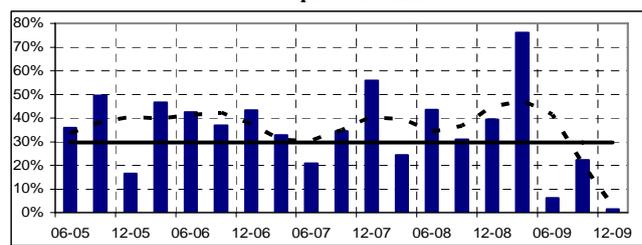
Prix



Délais de paiement fournisseurs



Stocks de produits finis

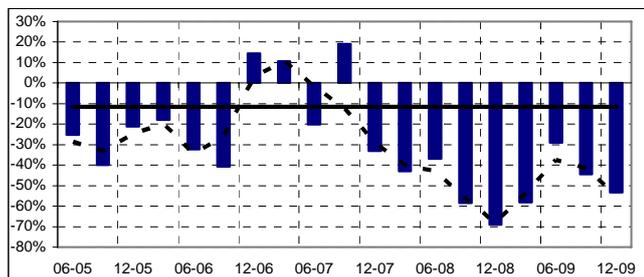


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 35 entreprises du commerce de détail dont 23 ayant répondu.

2.5 Commerce

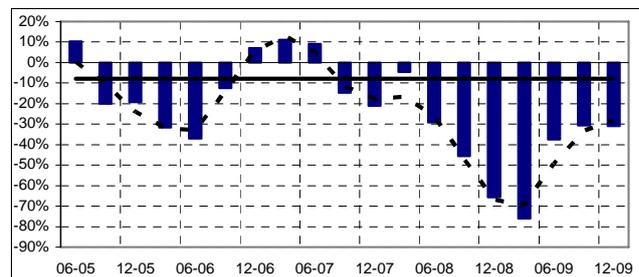
Commerce de gros

PREVISION D'INVESTISSEMENT

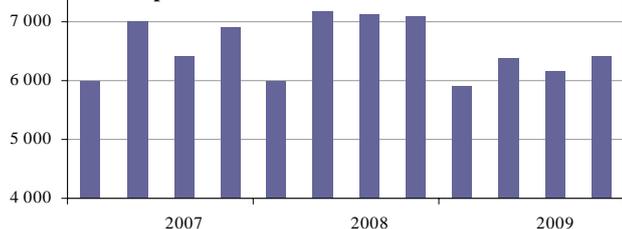


Commerce de détail

PREVISION D'INVESTISSEMENT

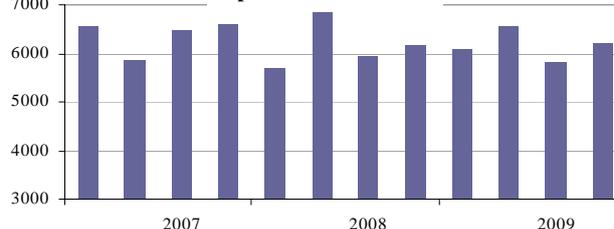


Importations de biens de consommation



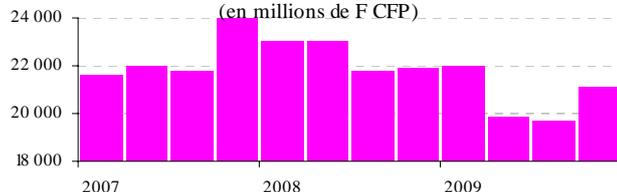
Source : ISPF ■ série brute (en millions de F CFP)

Importations de viande



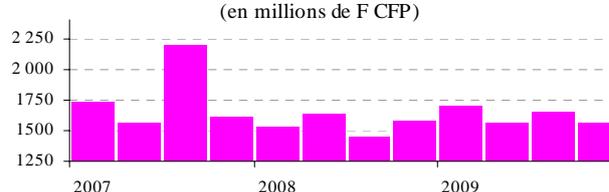
Source : ISPF ■ série brute (en tonnes)

Crédits à moyen terme commerce (en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

Créances douteuses commerce (en millions de F CFP)

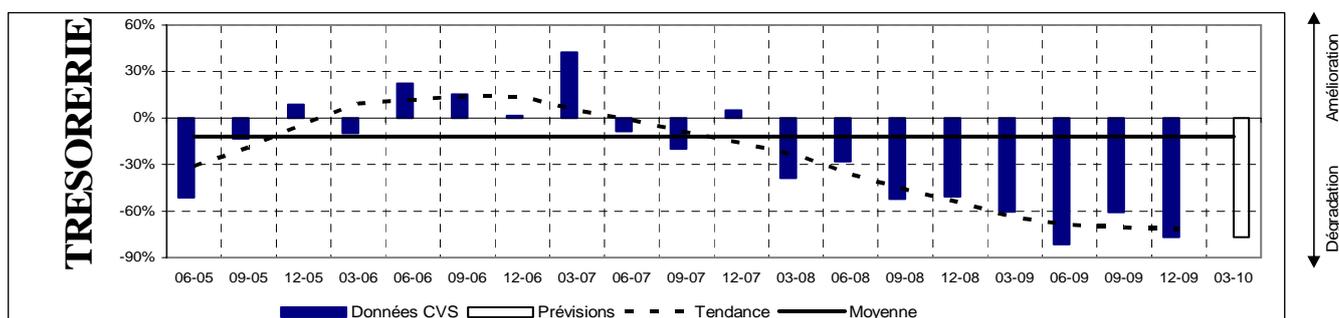
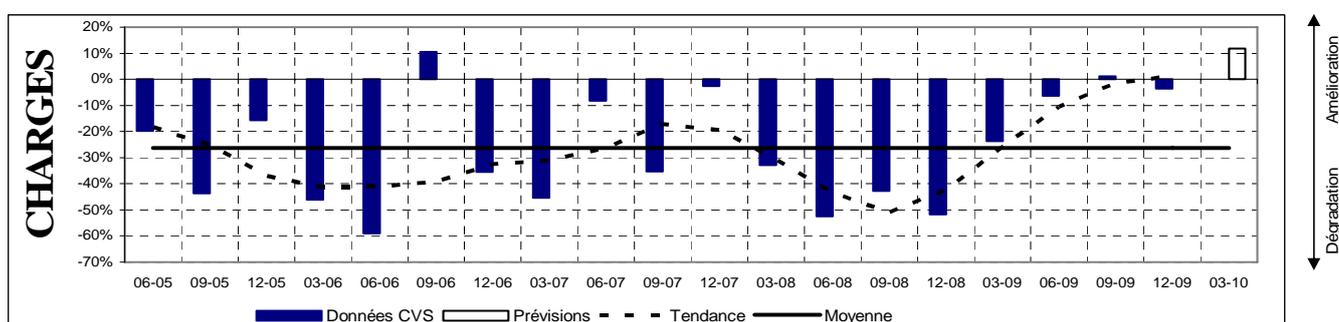
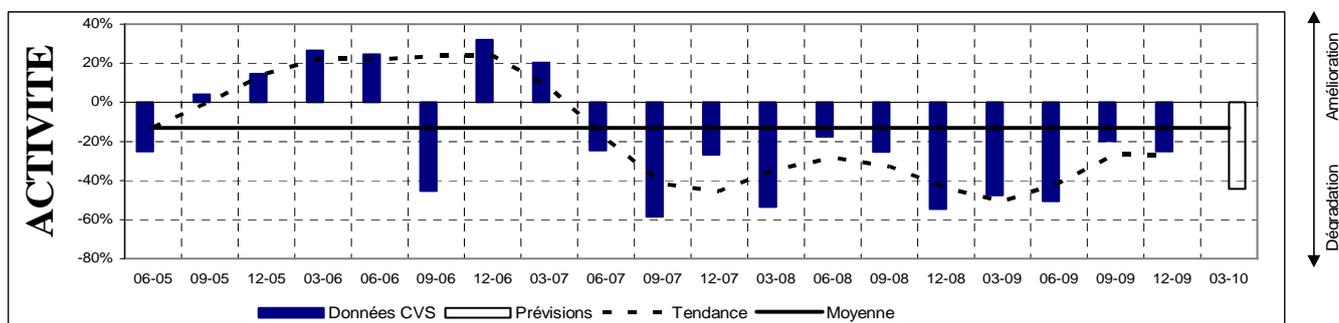


Source : IEOM - Service central des risques

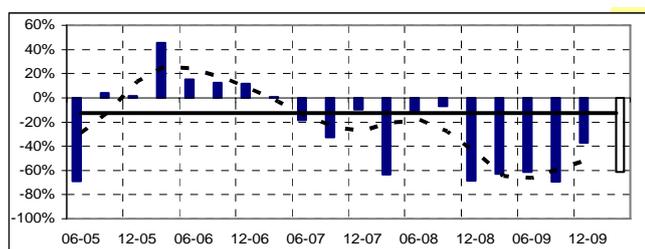
2.6 Hôtellerie - tourisme

2.6.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « hôtellerie et tourisme ¹ »

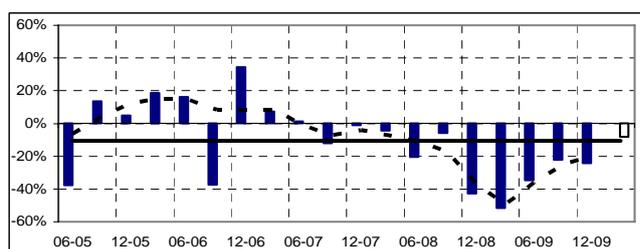
Soldes d'opinion au 31 décembre 2009 – CVS



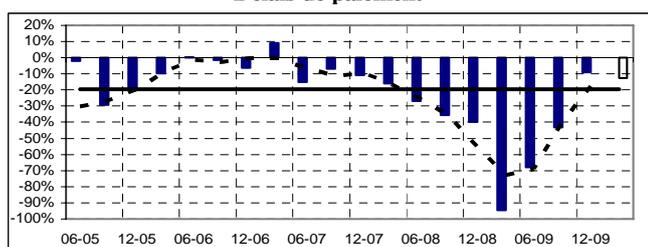
Effectifs



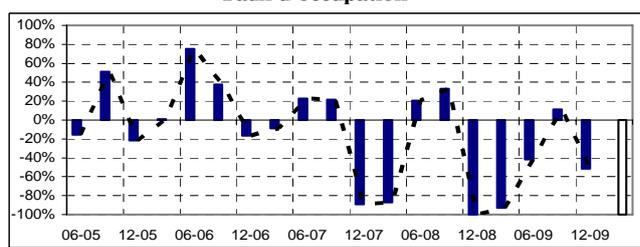
Prix



Délais de paiement



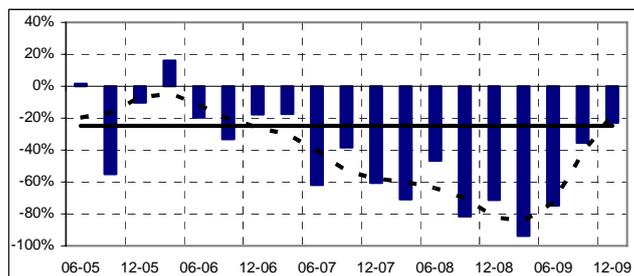
Taux d'occupation



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du tourisme dont 11 ayant répondu.

2.6 Hôtellerie - tourisme

PREVISION D'INVESTISSEMENT



TRAFIC A L'AEROPORT DE TAHITI

(Source : SEAC)

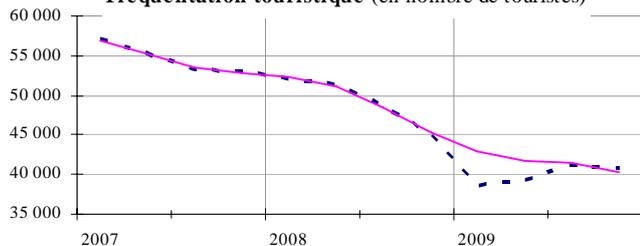
	T4 08	T3 09	T4 09	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Nombre de passagers	148 721	154 471	131 056	-15,2%	-11,9%

FREQUENTATION TOURISTIQUE

(Source : Ministère du tourisme)

	T4 08	T3 09	T4 09	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Nombre de touristes	46 101	47 549	41 822	-12,0%	-9,3%

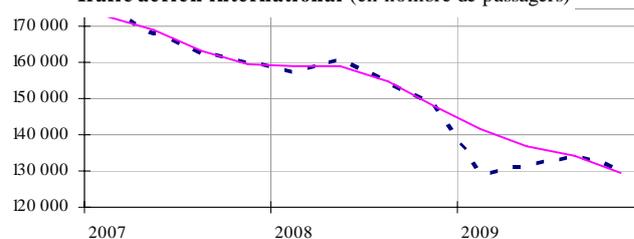
Fréquentation touristique (en nombre de touristes)



Source : SPF

--- cvs — tendance

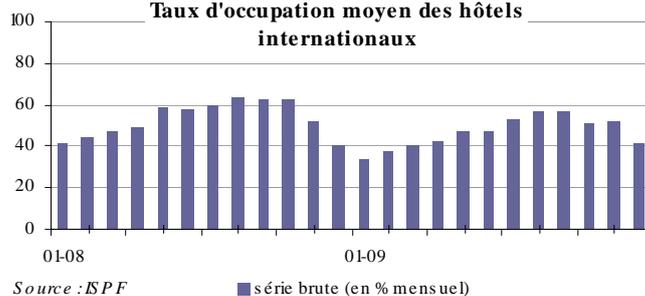
Trafic aérien international (en nombre de passagers)



Source : SPF

--- cvs — tendance

Taux d'occupation moyen des hôtels internationaux

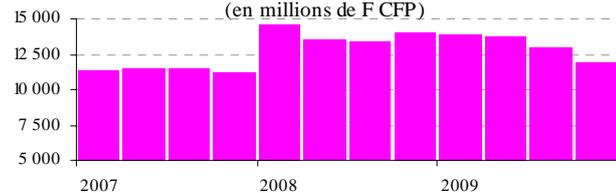


Source : SPF

■ série brute (en % mensuel)

Crédits à moyen terme hôtellerie

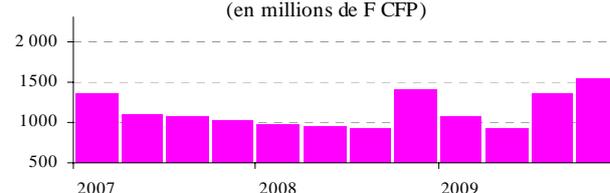
(en millions de F CFP)



Source : IEOM-Service central des risques

Créances douteuses hôtellerie

(en millions de F CFP)

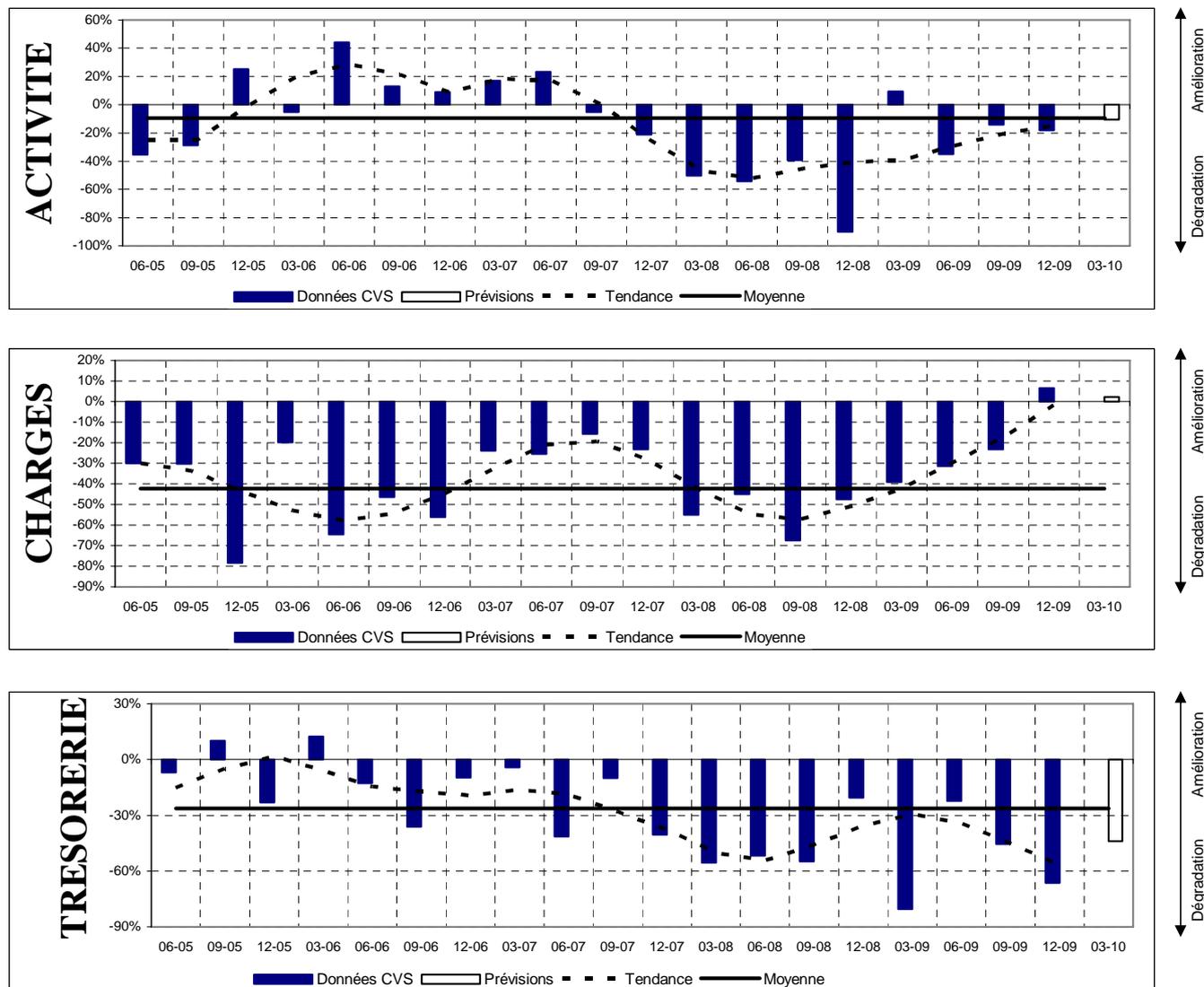


Source : IEOM-Service central des risques

2.7 Services marchands

2.7.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « services marchands ¹ »

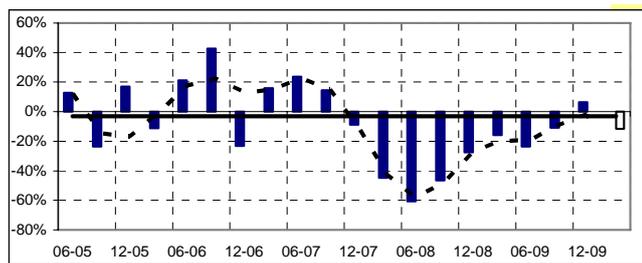
Soldes d'opinion au 31 décembre 2009 – CVS



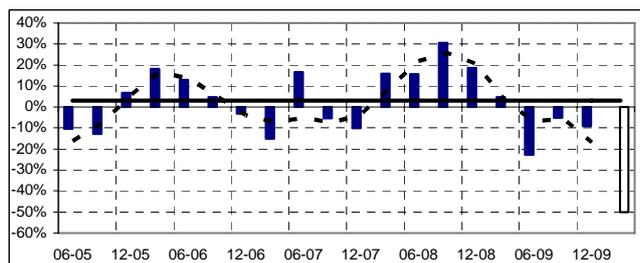
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 47 entreprises du secteur « services marchands » dont 30 ayant répondu.

2.7 Services marchands

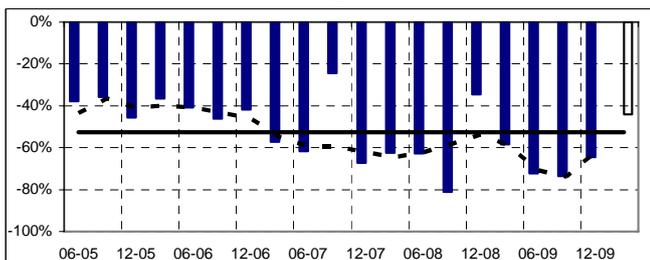
Effectifs



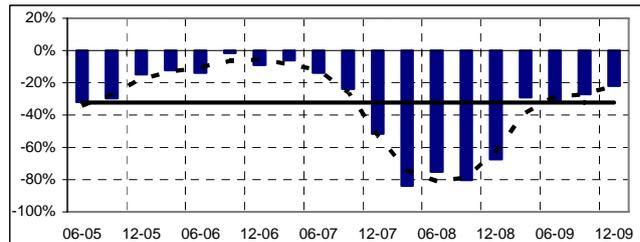
Prix



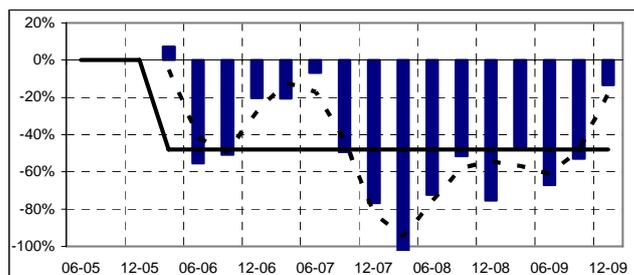
Délais de paiement



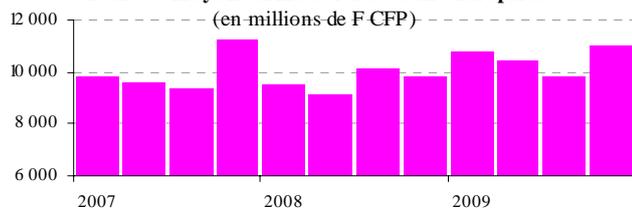
Carnet de commande



PREVISION D'INVESTISSEMENT

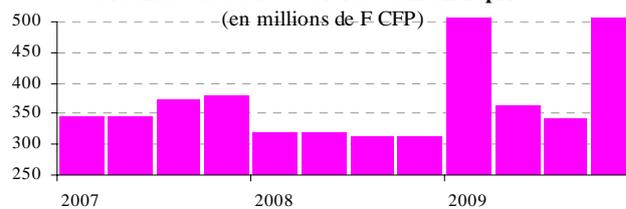


Crédits à moyen terme services aux entreprises
(en millions de F CFP)



Source : IEOM-Service central des risques

Créances douteuses services aux entreprises
(en millions de F CFP)



Source : IEOM-Service central des risques

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achévé d'imprimer le 10 mars 2010
Dépôt légal : 10 mars 2010 - N° ISSN 0296-3108

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03